



Les Echos du PNDP

N°028 # 1^{er} Trimestre 2022

The National Community-Driven
Development Program's Bilingual
Quarterly Magazine

www.pndp.org



Financements de l'UE au PNDP

Le satisfécit de Philippe Van Damme dans le septentrion

*L'ambassadeur-chef de délégation a visité les chantiers du Programme
à l'Extrême-nord en février 2022. Pp. 8-13*



SIM_ba

Cap sur les conseils régionaux

*Des ordinateurs complets et chargés du progiciel
remis à chacun des dix receveurs régionaux par
Marie Madeleine Nga, Coordonnatrice Nationale du
PNDP (Pp.25-38) et l'interview du MINFI (P.39).*



Programme National de Développement Participatif



HIMO-MINKA

- ▶ 25 Communes couvertes
- ▶ 30 projets à réaliser
- ▶ 6300 emplois en vue



SUIVEZ-NOUS SUR



www.pndp.org



« (...) Notre pays a, au courant de l'année écoulée, poursuivi ses efforts de développement, en tirant avantage de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030, et du parachèvement du processus de décentralisation, en droite ligne des grands axes de sa marche résolue vers l'émergence en 2035. (...) »

Extrait du discours du Chef de l'Etat à la jeunesse le 10 février 2022.

S.E.M. Paul BIYA
Président de la République du Cameroun



Joseph Dion Ngute
Premier Ministre, Chef du Gouvernement



Alamine Ousmane Mey
Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)



Paul Tasong
Ministre Délégué auprès du MINEPAT
chargé de la Planification



Jean Tchoffo
Secrétaire Général du MINEPAT

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Marie Madeleine Nga

RÉDACTEUR-EN-CHEF

Messi Bala

jmbala@pndp.org

COMITÉ ÉDITORIAL

Alphonse Boyogueno, Georges Nkani, Isaac Ekeme, Emmanuel Elimbi, Charles Boube, Peter Elangwe

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Jocelyne Nduyou-Mouliom

EQUIPE DE RÉDACTION

Sylvestre Chegoue, Paul Charlot Elomo, Charles Joël Tsiri, Stéphane Mbappou, Ludovic Amara, Abi Rhoda, Michèle Egbe, Léonel Balla

ADAMAOUA

Nana Maadjou, Bernard Oumarou Sali, Sorèle Guebediang

CENTRE

Rostand Embolo, Willy Azebaze

Est

Claudine Ashetkuemun, Elysée Olinga Ateba

EXTRÊME-NORD

Roger Eyenga, Delor Mbang Atangana, Joël Maman

LITTORAL

Bruno Daniel Nkandjo

NORD

Antoine Degem, Casimir Tekela, Dikwe Fondambele

NORD-OUEST

René Bertrand Nguoko

OUEST

Boniface Megouo, Dupleix Sakam, Adeline Nga

SUD

Florent Hugues Bessala, Elisabeth Nzuno

SUD-OUEST

Alexandre Atangana

TRADUCTION

Abi Rhoda, Michèle Egbe

ASSISTANT INFORMATIQUE

Abdoul Kadiri

MAQUETTE & MISE EN PAGE

Lordric Kako

IMPRESSION

Sopecam

TIRAGE

5000 exemplaires

ABONNEMENTS

lesechos@pndp.org

CELLULE NATIONALE DE COORDINATION

BP 660 Yaoundé-Cameroun
Email : pndp@pndp.org
www.pndp.org



ACTUALITÉS

- 08** Initiative Team Europe : l'UE lance le pacte vert et résilience pour le septentrion
12 Team Europe : Projets satisfaisants pour le PNDP dans l'Extrême-nord

ESPACE MINEPAT

- 16** Promote 2022 : Le gouvernement accompagne une centaine de PME locales
17 Mobilité urbaine : 102 milliards de Fcfa pour trois villes mondiales

PARTENAIRES EN BREF

- 14** Lutte contre la pauvreté : Le Projet filets sociaux maintient le cap
15 INTERVIEW : Abdoulaye Seck, Directeur des opérations de la Banque mondiale

FOCUS

- 18** Opération HIMO 3-MINKA : Les chantiers sortent de terre
23 HIMO3-MINKA : Les radios communautaires se lancent

DOSSIER

- 17** Progiciel SIM_ba : Cap sur les régions
46 Ngaoundéré 2^e : Quand le numérique vole au secours de la gestion
Dimako : SIM_ba va bousculer les habitudes
Extrême-nord : SIM_ba, l'outil maître
Une opportunité pour les CTD de l'Ouest
Littoral : Les communes poursuivent leur appropriation
Sud : Les cadres municipaux se mettent à la page
South West : SIM_ba Software Simplified Accounting

NOUVELLES DES REGIONS

- Adamaoua : Le parc vaccino-gène de Tsoukel Bano prend forme
Centre : Le PCD de Ngog Mapubi fait peau neuve
West : Education, water and electricity remain essential in Babadjou

Transparence continue dans les finances publiques des CTD !

Par Marie Madeleine Nga



Chers Lecteurs et Lectrices,

Le processus de décentralisation hautement impulsé par Son Excellence Monsieur le Président de la République, Paul BIYA, est assurément passé à la vitesse supérieure, offrant ainsi au Programme national de Développement participatif (PNDP) l'occasion de faire montre une nouvelle fois du caractère pertinent de ses interventions au profit des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), et de partager son expérience.

C'est au titre précisément de son intervention que les Régions, CTD qui se mettent progressivement en place depuis les premières élections régionales du 6 décembre 2020, bénéficient d'ores et déjà de l'accompagnement du Programme, à travers la mise en place en leur d'un système d'information comptable et budgétaire, s'appuyant notamment sur l'utilisation du progiciel SIM_ba acquis auprès de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) et dont l'usage s'est expérimenté avec succès dans le cadre de l'accompagnement des communes.

Résolument engagé depuis son avènement dans l'accompagnement des CTD, le PNDP sur la saine du Ministère des Finances, s'attèle à promouvoir et à renforcer auprès de ces institutions, l'application du principe de reddition des comptes. Il s'agit concrètement de poser les bases de la bonne gouvernance, s'appuyant sur un coaching judicieux et systématique des responsables en charge de la gestion des finances publiques au sein des CTD. L'objectif spécifique étant d'asseoir de manière automatique l'élaboration de comptes de gestions, comme la manifestation absolue de l'exercice d'un management de transparence

par les régions et les communes. Fort de son expérience capitalisée dans le domaine de l'accompagnement des CTD à la maîtrise de la gestion des finances publiques, le PNDP entend donc de nouveau répondre à l'appel qui lui est adressé.

À l'instar des actions menées au profit des communes, notre intervention consiste essentiellement à favoriser l'appropriation par les nouveaux gestionnaires des Régions du principe de la transparence, en déconstruire dans l'imagerie la vision étriquée que représenterait celle d'une « gestion dénudée, parce que mise sous les feux de la rampe ». Bien élaborer son compte de gestion est inéluctablement le canal idoine de facilitation d'une saine traçabilité sur les recettes collectées et les dépenses effectuées. Toute chose qui permet une maîtrise globale de la santé financière et administrative de la CTD dont on a la charge ; et cet impératif mis en lumière à la suite

“ ... le progiciel SIM_ba a produit une mini révolution dans la gestion des finances publiques à l'échelle locale. Il a contribué à assainir les relations souvent tendues entre les ordonnateurs et leurs collaborateurs en charge de ladite gestion. ”

d'une série de constats faits par la Chambre des Comptes de la Cour suprême, est aujourd'hui au cœur du processus de renforcement des capacités des CTD.

En effet, le progiciel SIM_ba a produit une mini révolution dans la gestion des finances publiques à l'échelle locale. Il a contribué à assainir les relations souvent tendues entre les ordonnateurs et leurs collaborateurs en charge de ladite gestion. Les communes témoignent à ce jour de l'impact de cet outil dans la gestion quotidienne e leurs finances. Et c'est d'ailleurs aux fins de jeter les bases d'une pleine assimilation de cet outil, que le PNDP a doté les 10 Conseils régionaux en kits informatiques complets (ordinateur complets, imprimantes, onduleurs, etc.).

Comment s'étonnerait-on dès lors que le gouvernement fasse à nouveau confiance au PNDP afin de poursuivre ce chantier majeur. L'expertise éprouvée du Programme ne peut représenter qu'un atout au profit des jeunes CTD que constituent les régions, dans la perspective pour elles d'asseoir leur rôle dans le paysage du développement local, ainsi que d'accomplir avec rigueur, les missions de développement que leur assignent la loi fondamentale du pays et, le Code général des CTD. La vision est claire : en tant qu'acteurs principaux de l'amélioration des conditions de vie des populations, dans un schéma de proximité avec les populations, les régions et les communes doivent être aussi le premier champ d'expression de la transparence dans la gouvernance des ressources à elles affectées. Dans ce sens qu'elles ont désormais la charge de porter les aspirations profondes des populations et surtout, d'y apporter les premières réponses. Notre action vise donc à leur donner les clés d'une gestion efficace, qui rencontre de manière fusionnelle, les besoins des Camerounais.

Bonne lecture à tous et à toutes ! ▣

Continued transparency in the public finances of Local Authorities!

By Marie Madeleine Nga

Dear Readers,

The decentralisation process, which has been given a strong impetus in Cameroon by His Excellency the President of the Republic, Paul BIYA, has certainly shifted into high gear, thus offering the National Community Driven Development Programme (PNDP) the opportunity to demonstrate once again the relevance of its interventions for the benefit of Local Government and to share its experience.

It is precisely in the context of its intervention that the Regions, the Local Authorities which are gradually being set up since the first regional elections of 6 December 2020, are already benefiting from the Programme's support, through the implementation of an accounting and budgetary information system, based in particular on the use of the SIM_ba software package acquired from the International Association of French-speaking Mayors (AIMF), the use of which has been successfully tested in the context of support for municipalities.

Since its inception, the PNDP has been resolutely committed to supporting the Local Authorities and, at the request of the Ministry of Finance, is working to promote and strengthen the application of the principle of accountability within these institutions. In concrete terms, it is a matter of laying the foundations for good governance through judicious and systematic coaching of those in charge of public finance management within Local Authorities. The specific objective is to automatically establish the drawing up of management accounts as the absolute manifestation of the exercise of transparency

management by regions and municipalities. On the strength of its experience in assisting Local Authorities in the management of public finances, the PNDP intends to respond once again to the call.

Following the example of the actions carried out for the benefit of the municipalities, our intervention consists essentially in encouraging the new managers of the Regions to adopt the principle of transparency, by deconstructing the narrow vision that would be represented by a "naked management, because it is in the spotlight". The proper preparation of a management account is inevitably the ideal channel for facilitating a sound traceability of the revenue collected and the expenditure incurred. Anything that allows a global control of the

... the SIM_ba software package has produced a mini revolution in public finance management at the local level. It has also helped to improve the often tense relationship between vote holders and their staff in charge of management.

financial and administrative health of Local Authorities for which we are responsible; and this imperative brought to light following a series of observations made by the Audit Bench of the Supreme Court, is now

at the heart of Local Authorities capacity building process.

Indeed, the SIM_ba software package has produced a mini revolution in public finance management at the local level. It has also helped to improve the often tense relationship between vote holders and their staff in charge of management. To date, municipalities have testified to the impact of this tool on their daily financial management. In order to lay the foundations for the full mastery of this tool, the PNDP has provided the 10 Regional Councils with complete computer kits (complete computers, printers, inverters, etc.).

It is no surprise that the government has renewed its confidence in the PNDP to continue this major project. The Programme's proven expertise can only be an asset for the young Local Authorities that constitute the regions, with a view to establishing their role in the local development landscape, as well as rigorously fulfilling the development missions assigned to them by the country's fundamental law and the General Code of Local Authorities. The vision is clear: as the main actors in improving the living conditions of the population, in a scheme of proximity to the population, the regions and Municipalities must also be the first field of expression of transparency in the governance of the resources allocated to them. In this sense, they now have the responsibility to carry the deep aspirations of the people and, above all, to provide the first answers. Our action therefore aims to give them the keys to effective management, which meets the needs of Cameroonians in a fusional manner.

I wish you all a pleasant reading! ▣

Initiative Team Europe

L'UE lance le pacte vert et résilience pour le septentrion

Cette initiative est une nouvelle approche de coopération qui vise en lien direct avec l'Etat camerounais, à avoir plus d'impact et à mieux coordonner les actions pour contribuer efficacement au bien-être des bénéficiaires.



L'initiative Team Europe a été officiellement lancée le 09 février 2022 dans la ville de Garoua au Cameroun. Cette nouvelle stratégie de partenariat a été déclinée par Philippe Van Damme, ambassadeur-chef de délégation de l'Union européenne (UE) au Cameroun, et cinq de ses collègues chefs de mission diplomatique des Etats membres de l'UE présents au Cameroun. Le gouvernement camerounais a été représenté par

Alamine Ousmane MEY, ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire.

Le nouveau programme lancé à Garoua (région du Nord) par la Team Europe qui comprend l'Union européenne, les Etats membres de l'Union européenne, leurs agences et banques de développement et la Banque européenne d'Investissement (BEL), est baptisé « Pacte vert et résilience pour les régions du septentrion ». Il s'agit d'un

programme visant à réduire les risques territoriaux et sécuritaires dans les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-nord. L'initiative met en commun l'expérience des acteurs européens au service d'actions pour l'adaptation aux changements climatiques, la gestion concertée des territoires, le renforcement des systèmes agroalimentaires et l'ouverture d'opportunités socio-économiques durables dans l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-nord.



Le PNDP en pointe

A la faveur de ce lancement, le PNDP a donné à voir les nombreuses actions qu'il mène dans la partie septentrionale du pays notamment sur financement de l'Union européenne, à travers la gestion déléguée à l'Agence française de développement (AFD) et du contrat de désendettement et de développement (C2D) de la France. La visite des infrastructures de Maroua 3, notamment l'abattoir de Kongolo

said et la mare artificielle de Dargala a permis après le site de Garoua, de prendre la mesure de la diversité des ouvrages réalisés par le PNDP tant sur ce financement spécifique de l'Union européenne que sur d'autres financements. L'ambassadeur de l'Union européenne a été à chaque fois fortement marqué par l'approche et le mode opératoire du PNDP.

Nul doute que la spécificité des actions du PNDP pourra servir de

modèle à d'autres projets, méthodes et approches dans la nouvelle démarche de la Team Europe.

Pour rappel, la Team Europe est une réponse à des paysages géopolitiques qui nécessitent de plus en plus des actions collectives, rapides et décisives au niveau multilatéral. Il s'agit d'améliorer la coordination et l'usage optimal des ressources pour un impact durable. 

Team Europe

L'action du PNDP saluée à Garoua

Lancée le 9 février 2022 par le MINEPAT, l'initiative européenne "pacte vert et résilience dans les régions du septentrion" a été l'occasion pour le programme de présenter aux décideurs et au public ses réalisations en faveur du bien-être des populations de cette partie du pays.



« Soyez fiers de ce que vous faites sur le terrain en faveur du bien-être des populations ». Ces propos aimables sont ceux d'Alamine Ousmane Mey, ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à l'endroit de l'équipe du PNDP qui l'accueille à l'occasion de la visite du stand dédié au Programme pendant la cérémonie de lancement de l'initiative Team Europe à Garoua. Une initiative baptisée « *pacte vert et résilience pour les régions du septentrionales du Cameroun* ».

Une visite du stand ponctuée par les explications d'Antoine Deguem, le coordonnateur régional du PNDP pour le Nord. Ce dernier présentait

à ses hôtes du jour (MINEPAT, ambassadeur de France, directeur de l'AFD, ambassadeur-chef de délégation de l'UE, Gouverneur du Nord, maire de ville de Garoua...) quelques réalisations du Programme dans le septentrion ; notamment le processus de planification du développement local à travers l'élaboration des Plans communaux de Développement (PCD), l'opération REDD+ en faveur du reboisement des communes de Pitoa et Lagdo, l'opération haute intensité de main d'œuvre mise en œuvre dans plusieurs communes de l'Extrême-nord et le volet agropastoral du PNDP qui couvre l'Est, l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-nord. Selon les informations fournies par la

délégation de l'UE au Cameroun, cette initiative qui prend ainsi son envol vise à lutter contre les disparités territoriales en continuant à appuyer le secteur privé et le développement durable. Mais aussi prévenir les effets du changement climatique et la dégradation des ressources naturelles. En droite ligne avec la priorité principale de l'UE dans le cadre du pacte vert, cette initiative souligne que les « *priorités convenues seront mises en œuvre en partenariat avec les états membres de l'Union européenne dans le cadre d'une approche Team Europe* », alignées avec la Stratégie nationale de développement 2020-2030 du Cameroun. ■

Team Europe

Projets satisfaisants pour le PNDP dans l'Extrême-nord

En séjour dans la zone, Philippe Van Damme en a fait le constat le 17 février 2022 à Ngassa et Kongola Said respectivement dans les communes de Dargala et Maroua III.

« Je croyais venir de manière secrète pour une visite technique, me voici bénéficiant d'un accueil extraordinaire ».

Ces propos prononcés le 17 février 2022 sont de Philippe Van Damme, l'ambassadeur-chef de la délégation de l'Union européenne au Cameroun. C'était au cours de la visite des chantiers exécutés par le Programme national de Développement participatif (PNDP), sur financement de l'Union européenne et de l'Agence française de développement (AFD) dans les communes de Maroua III et de Dargala (Diamaré). Le diplomate européen a été séduit non seulement par les réalisations du PNDP en faveur des populations, mais aussi et surtout par les retombées à court, moyen et long termes des ouvrages mis en place. Ouvrages qui, pour l'essentiel ont été construits à travers l'opération Haute intensité de main d'œuvre (HIMO) pour Dargala et le 11^e Fonds européen de développement (Maroua 3). Un exemple à travers ce mécanisme qui mobilise une forte main d'œuvre locale est la petite Laoukandi, de la localité de Yoldéo. Cette jeune femme d'à peine 20 ans est devenue chef d'entreprise en l'espace de trois mois. Ses économies lui ont permis d'acheter une machine à coudre en 2018. Actuellement elle en a acheté deux autres et emploie trois couturières. Ces exemples sont légion et à partir de ces fonds perçus, les jeunes exerçant dans des domaines aussi variés que l'élevage, la conduite, l'agriculture, le petit commerce, la maroquinerie commencent à monter des activités



génératrices de revenus. Ceux-ci sont sortis en masse montrer à leur hôte ce dont ils sont capables. « Vous devez vous approprier ces investissements qui vous permettent de générer des revenus », a conseillé Philippe Van Damme. Dans la commune de Maroua III, précisément dans la localité de Kongola Said, Philippe Van Damme a visité l'abattoir construit et équipé grâce au financement de l'Union européenne dont la gestion a été déléguée à l'AFD. Dans la commune de Dargala sise à une quarantaine de

kilomètres de Maroua, il s'est rendu dans la localité de Ngassa où il a visité la mare artificielle et le forage à énergie solaire toujours construit avec une forte participation de la partie européenne et qui abreuve aussi bien les bêtes que les populations environnantes. Avant de prendre congé de ses hôtes, l'ambassadeur les a exhortés à s'investir dans la lutte contre les changements climatiques en prenant à bras-le corps la plantation des arbres. ■

Réactions



Alamine Ousmane Mey, ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire

« Nous voulons voir ces opérations se concrétiser »

Vous êtes chargés d'une mission importante : le développement participatif. Vous avez un rôle important à jouer concernant le Pacte vert. C'est un choix délibéré, objectif qui est tout à fait fondé sur la base des statistiques macroéconomiques qui place l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-nord dans des positions de vulnérabilité suffisamment avancées. Ces vulnérabilités nécessitent des mesures de politiques publiques et de financements considérables pour changer l'orientation et la tendance, deux éléments à mettre en exergue. Le Pacte vert qui veut qu'aussi bien nos cités urbaines que nos zones rurales puissent préserver leurs écosystèmes qui ont été menacés au regard des changements

climatiques qui s'opèrent dans cette grande partie du Cameroun. La résilience parce que face aux défis économique, socioculturel et politique, le Cameroun voudrait que ses populations puissent être dans un processus de développement. Un développement durable et inclusif qui fait face aux défis en matière d'inégalités et qui conduit à un changement radical de la situation dans les différentes localités qui vont héberger ces opérations. Voilà pourquoi à travers cette initiative qui représente pratiquement 13 milliards de FCFA, nous voulons voir ces opérations se concrétiser très rapidement pour que lors de l'évaluation qui aura lieu à la fin, que nous puissions tous avoir une concordance et une convergence sur l'impact.

Philippe Van Damme, ambassadeur-Chef de délégation de l'UE au Cameroun

« Il y a un engouement pour ce type de projets. »

Mes impressions sont très encourageantes, d'abord pour l'accueil. Les autorités locales m'ont accueilli très chaleureusement et avec enthousiasme, ce qui prouve qu'il y a engouement pour ce type de projets. Ces actions qui sortent directement des demandes des populations et des communes sont identifiées comme des priorités des gens sur le terrain. Sur le terrain nous avons constaté une certaine appropriation des projets par les populations. A Ngassa, nous faisons face à des défis énormes, en termes environnemental et d'accès à l'eau. C'est l'exemple type de projets qui essaie de contribuer à la lutte contre le changement climatique et la dégradation environnementale tout en aidant les populations à générer des revenus à travers les activités génératrices de revenus. Nous savons tous que les activités agropastorales ont besoin d'eau et d'électricité. Ici les réalisations effectuées au niveau de l'investissement

ont d'abord créé des emplois, avec une implication très forte des populations locales dans la construction de ces infrastructures. Maintenant nous voyons une infrastructure qui est bien entretenue, bien utilisée, le grand défi étant de continuer en essayant de maintenir l'outillage en état d'opération, et je pense effectivement qu'il faut aller plus loin, faire des actions de reboisement. Nous avons vu l'effet de l'érosion et de la sécheresse. Je pense qu'il y a des actions complémentaires qui peuvent être faites par les autorités de la commune de Dargala. Je pense notamment au reboisement et à la protection des outils mis en place. Suite au lancement de l'initiative Team Europe en collaboration avec la France, l'Allemagne et les autres Etats membres représentés au Cameroun, nous allons tous mettre en place des actions complémentaires pour essayer de reverdir et développer la résilience, la capacité d'adaptation des trois régions du Nord aux différents défis auxquels nous faisons face : la pression démographique, les problèmes sécuritaires qui ont provoqué des déplacés internes et le changement climatique. Nous avons une stratégie commune consolidée avec les Etats membres en partenariat avec les autorités régionales et locales, pour qu'on s'inscrive efficacement dans les plans de développement régionaux et communaux et qu'ensemble nous puissions lutter contre les différents défis.





Christophe Guilhou, ambassadeur de France

« On est attaché au développement du septentrion »

On est venu ici en format européen et l'Europe c'est à la fois Bruxelles et chacun des Etats membres. Nous avons voulu venir en team Europe pour montrer l'importance que l'Europe, en tant qu'organisation mais aussi en tant qu'Etat membre attache au développement de cette très belle région. En ce qui concerne la France, nous sommes impliqués depuis très longtemps. Ici, nous faisons des opérations de grande ampleur à travers l'Agence française de développement, le C2D et d'autres ; mais nous faisons également des opérations avec l'Union européenne, avec nos partenaires européens. Et ce qu'on est venu faire ici c'est montrer la dynamique européenne en faveur du développement du Cameroun. C'est pour cela qu'on est venus tous ensemble à la fois pour présenter tout cela et surtout écouter les remarques et le dialogue entre les différentes parties sur ce qu'on fait et qu'on pourrait continuer à faire.



Antoine Degem, coordonnateur régional du PNDP pour le Nord

« Le PNDP a emboîté le pas à la planification territoriale ».

En sortant de la réunion de lancement du financement de l'Union européenne, je dois dire que je suis en phase avec l'opération. Le PNDP a emboîté le pas à l'opération qui a été lancée ce 17 février 2022. Au-delà du plan communal de développement, nous sommes allés dans une autre dimension dans la planification territoriale avec le financement FED. Nous sommes en train de passer à la planification sur certains de nos départements. Et dans cette planification nous avons identifié des projets prioritaires en lien avec le désenclavement des bassins de production et l'appui aux filières agropastorales. Tout cela est sur financement de l'Union européenne. C'est pour cela que je dis que nous sommes en phase avec l'opération du Pacte vert qui est lancé ce jour. Il faut rappeler que le PNDP est

un programme multi-bailleurs au rang desquels l'Union européenne, l'AFD, la Banque mondiale, etc. L'AFD est d'abord l'agent de l'opération Fed-Agropastoral. Ensuite au niveau de l'AFD nous avons réalisé le REDD qui a produit un certain nombre de projets notamment 118 projets mis en œuvre dans le domaine de l'environnement. Il y a aussi les projets pilotes REDD en cours à Pitoa et à Lagdo avec la construction de sept forages et plus de 250 000 arbres plantés sur 250 hectares et 1500 foyers améliorés en cours d'utilisation. C'est une coopération bénéfique.



**SUIVEZ-NOUS
DÉSORMAIS SUR**

 PNDP-Programme-National-
de-Développement-Participatif

 Programme National de
Développement Participatif@
de_programme

 www.pndp.org



Lutte contre la pauvreté

Le Projet filets sociaux maintient le cap

Lancé en 2013 par la Banque mondiale pour aider le pays à renforcer sa stratégie de lutte contre ce fléau, ce projet donne de l'espoir aux ménages pauvres et vulnérables.



Aider les jeunes à vaincre la pauvreté. C'est l'objectif du projet filets sociaux présent sur le terrain depuis 18 années. concrètement, il s'agit de contribuer à endiguer la pauvreté chronique des ménages en apportant de substantielles allocations aux personnes bénéficiaires. Ceci afin de permettre aux bénéficiaires d'entreprendre de petits investissements productifs ou des activités génératrices de revenus et faciliter les dépenses d'alimentation, d'éducation et de santé. Ainsi au terme de l'année

2021, on dénombre 177 000 familles camerounaises qui ont bénéficié du dispositif de transfert monétaire (ordinaire, d'urgence ou HIMO) et 101 000 ménages intégrés dans le programme de travaux publics. Ce dernier point qui réside sur l'allocation des emplois temporaires sur des chantiers de travaux publics a gagné en ampleur avec l'avènement de la COVID-19. Celle-ci a entraîné un ralentissement de l'activité et causé de nombreuses pertes d'emplois et de revenus en particulier chez les jeunes. Ceux dont l'âge se situe en deçà de 35 ans représentent près

de la moitié des participants à ce programme. Il est question de leur prêter main-forte pendant ce coup dur et les aider à sortir de la pauvreté.

Aussi le projet filets sociaux intègre des mesures d'accompagnement sous forme de sessions d'information et de formation. Elles sont destinées à favoriser le développement intellectuel et physique des bénéficiaires, à guider le démarrage ou l'expansion d'activités génératrices de revenus. ■

INTERVIEW

« Depuis 2004, le montant total des financements au PNDP s'élève à 138 millions de dollars, près de 70 milliards de francs à travers les différentes phases ».

Abdoulaye Seck

Directeur des opérations de la Banque mondiale

Pendant la mission de supervision de la Banque mondiale (du 6 au 10 décembre 2021), la rédaction a rencontré le directeur des Opérations. Hasard du calendrier, l'entretien prévu de longue date dans le cadre du film institutionnel a pu avoir lieu. Un extrait de l'échange entre le directeur des Opérations et la consultante chargée du film, Carole Yemelong.

□ De quelle manière la Banque mondiale accompagne-t-elle les activités du PNDP ?

D'abord je dois dire qu'il faut féliciter le Cameroun pour un tel programme. Bien sûr, c'est un programme que la Banque mondiale a pensé à soutenir et nous le faisons depuis 2004. Et comme tous les Programmes que la Banque mondiale soutient, je pense qu'on peut mettre en avant quatre éléments importants. Le premier bien sûr c'est autour de la culture des résultats, la culture de l'impact, comment ce programme transforme la vie des communautés et des populations les plus vulnérables. Donc, ça c'est quelque chose qui nous anime, c'est un facteur sur lequel lorsque nous travaillons avec les pays, y compris pour le PNDP, on prête une attention particulière. Mais au-delà de l'impact, il y a des considérations, qui sont autour de la soutenabilité. Et donc, il faut avoir de l'impact bien sûr, mais il faut que cela soit soutenable sur le plan environnemental. Il faut également qu'il y ait de la soutenabilité sur le plan social. Comment de tels programmes conservent et multiplient la cohésion sociale des communes qui sont bénéficiaires. Enfin, je voudrais dire et c'est très important, l'intégrité dans la mise en œuvre de ces programmes, tout ce qui concerne l'environnement fiduciaire, les questions de gouvernance, comment responsabiliser les bénéficiaires de façon à ce qu'ils puissent dire ce qui va bien et ce qui ne va pas bien. Donc nous avons ce cadre de travail qui est le nôtre dans beaucoup d'opérations, dans beaucoup de pays et qui certainement a été également la façon dont nous avons accompagné le PNDP ici au Cameroun.

□ N'y a-t-il pas une enveloppe allouée à l'accompagnement de ces activités ?

Bien sûr ! Et le financement que nous avons pu accorder au PNDP depuis 2004, s'élève à un montant total de 138 millions de dollars, à travers les différentes phases. Je voudrais dire que depuis 2018, un soutien particulier est en cours et est destiné aux populations hôtes de réfugiés, soit un don de 40 millions de dollars que la Banque mondiale a pu mettre à la disposition du PNDP pour soutenir ces populations qui sont très vulnérables.

□ Etes-vous satisfait de la façon dont cet argent est utilisé par le PNDP ?

Bien sûr ! Vous savez quand même que depuis 2004, ce Programme est soutenu par la Banque mondiale. Et ce soutien est resté constant et permanent au vu des résultats que ce Programme a délivré. Si vous faites le tour du Cameroun, vous verrez beaucoup de communes où l'accès à l'eau potable est effectif, l'éducation et les routes aussi. Et bien sûr, nous avons continué à travailler autour de l'environnement fiduciaire. Je dois dire que tout n'est pas toujours facile. Et donc parfois il y a des difficultés et c'est à ce moment qu'on retrouve les manches et on fait plus. Par exemple, nous pensons qu'on devrait accélérer un peu plus la disponibilité, le soutien et de l'appui aux réfugiés et communautés hôtes. Et c'est sur quoi les équipes sont en train de travailler maintenant. □



Promote 2022

Le gouvernement accompagne une centaine de PME locales

Le Salon tenu à Yaoundé du 19 au 27 février 2022, a donné le sourire à plusieurs promoteurs de PME, car leur ayant permis de nouer de nouvelles relations fructueuses.

Dans le cadre de la politique gouvernementale d'accompagnement du secteur privé, le ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat) a sponsorisé la présence d'une centaine de Petites et moyennes entreprises (PME) au salon Promote 2022 qui s'est tenu à Yaoundé du 19 au 27 février. Une politique mise en oeuvre par le gouvernement depuis plusieurs années.

Aussi, de l'agro-industrie au textile, cuir, bois, énergies renouvelables, en passant par les PME spécialisées dans les services, c'est dans tous les secteurs de l'économie que les PME venues des dix régions du Cameroun, ont exposé leur génie au grand bonheur des visiteurs et des potentiels partenaires d'affaires.

Lors de la visite des stands par le MINEPAT, Alamine Ousmane



Mey, les promoteurs de ces PME n'ont pas manqué de remercier le gouvernement pour cet accompagnement. « C'est la première fois que nous exposons à Promote et nous avons rencontré plusieurs personnes qui sont intéressées par ce que nous faisons et veulent nouer

des partenariats avec nous. Nous disons merci au MINEPAT », a déclaré la promotrice d'une entreprise spécialisée dans la transformation du manioc dans le Nord-Ouest. □

Autonomisation des femmes

Le projet SWEED présenté au ministre Alamine Ousmane Mey

Le projet d'autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEED) était au centre des échanges entre le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT) et ses hôtes. L'objectif était non seulement de partager les expériences et les bonnes pratiques, mais également de faire un plaidoyer auprès des autorités camerounaises,

pour une meilleure synergie d'actions en vue d'améliorer l'utilisation des cadres juridiques régionaux dans la mise en oeuvre de la deuxième phase du projet SWEED. S'exprimant à ce sujet au sortir de l'audience, la directrice régionale de l'UNFPA, Argentina Matavel, a noté que « le Cameroun est en train de montrer un bon exemple ». Elle s'est dit solidaire des efforts consentis par le gouvernement du Cameroun à travers ce projet SWEED

qui met l'accent sur la scolarisation de la fille, de l'adolescente et de la femme, mais aussi sur la santé de reproduction.

Pour le Professeur Stanley Okolo, directeur général de l'Organisation Ouest africaine de la santé (OOAS), l'autonomisation de la femme est fondamentale pour le développement économique du pays. □

Mobilité urbaine

102 milliards de Fcfa pour trois villes

Des conventions de financement destinées à Bamenda, Maroua et Yaoundé ont été signées le 04 février 2022 à l'occasion de la visite au Cameroun du directeur général de l'Agence française de développement.



Dans le cadre des conventions d'affectation du troisième Contrat de désendettement et de développement (C2D), des ressources ont été octroyées au Programme de modernisation des villes et en particulier de l'amélioration de la mobilité urbaine et l'assainissement. Ainsi, un montant de 102,6 milliards de FCFA issu du troisième C2D sera affecté à la réalisation des projets «Yaoundé cœur de ville» (43,6 milliards) et «Capitales régionales II» (59 milliards) pour les villes de Maroua et Bamenda.

Deux conventions ont été signées pour cela le 4 février 2022 par le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat), Alamine Ousmane Mey, l'ambassadeur de

France au Cameroun, Christophe Guilhou, et le directeur général de l'Agence française de développement (AFD), Rémy Rioux en visite au Cameroun.

Plan de mobilité urbaine soutenable

Le projet «Yaoundé cœur de ville» vise l'amélioration substantielle de la mobilité dans les zones prioritaires de la cité capitale. Il comprend l'aménagement du carrefour Elig-Edzoa et ses abords; de la place Elig-Effa et ses abords y compris la réhabilitation de la gare routière; la transformation du carrefour Mvan et de ses abords en pôle d'échange multimodal, l'amélioration des accès aux monts Messa et leur aménagement en espace de loisirs; la reconfiguration

légère de plusieurs carrefours; l'aménagement de chemins-piétons en centre-ville; des actions de communication et de sensibilisation et le renforcement des capacités de la Communauté urbaine de Yaoundé dans l'opérationnalisation et la mise en œuvre du Plan de mobilité urbaine soutenable (PMUS).

Le projet «Capitales régionales» pour sa part, est un programme d'investissements prioritaires pour rattraper le déficit des villes de Maroua et Bamenda en matière d'infrastructures de voirie, d'équipements marchands (marchés, abattoirs, gares routières), des services urbains de proximité (eau potable, éclairage public, assainissement) et d'espaces publics (parcs). ■

Opération HIMO 3-MINKA

Les chantiers sortent de terre

Dans la perspective de la pose de la première pierre par l'ambassadeur de France au Cameroun prévue en avril prochain, les travaux s'intensifient dans les chantiers afin de donner une coloration particulière à cette cérémonie qui marquera le lancement officiel de ces activités de haute intensité.

Sous un soleil ardent, près d'une centaine de jeunes, hommes et femmes confondus s'activent autour de plusieurs tâches. L'on débroussaille et déracine, creuse à coups de pioche. Les travailleurs dans le besoin s'abreuvent dans

un coin aménagé pour la cause. Ici, c'est Kalfou, une commune du département du Mayo-Danay dans l'Extrême-nord du pays. Comme elle, plusieurs autres communes de cette région à l'instar de Guémé dans le même département, ou encore Bogo dans le diamaré,

connaissent la même ambiance des travaux. Ceci dans le cadre de l'opération HIMO dans sa troisième phase mise en œuvre par le PNDP, qui cible 25 communes pour 30 projets à réaliser avec 6300 emplois en vue.



Forte d'un montant de 15 millions d'euros soit 9,8 milliards de FCFA, cette opération repose entre autres sur la construction des routes, des mares artificielles, les travaux d'assainissement. Infrastructures qui permettront d'optimiser la production agricole, de lutter contre

les maladies hydriques, assainir le cadre de vie des populations tout en prévenant de nombreuses maladies hydriques, etc.

Ce projet dont la durée est prévue pour 30 mois va s'appuyer sur plusieurs entreprises adjudicataires

des marchés recrutées pour assurer la réalisation des travaux. Au total, 16 entreprises parmi lesquelles BERNI SA, ETS AHMADOU YAYA SIDDI, ANNADJIMA, ETS LE NASSARA, STE MOBA, ETS MAINACOM. ▣

HIMO 3 - MINKA

Les radios communautaires se lancent

Les journalistes exerçant pour ces médias se sont engagés à assurer une visibilité optimale à l'opération au cours d'un atelier organisé à Maroua le 17 janvier 2022.



Les radios communautaires seront les acteurs essentiels de l'opération Haute intensité de main d'œuvre (HIMO) phase 3. C'est l'une des innovations de cette opération financée par l'Agence française de développement (AFD) et mise en œuvre par le PNDP. Dans cette optique, les responsables des radios communautaires de la région de l'Extrême-nord ont activement pris part à un atelier d'imprégnation sur les contours de HIMO 3.

Trois temps forts ont meublé les échanges. La présentation de l'opération HIMO 3-Minka, les rappels sur les généralités des genres journalistiques et les modalités de partenariat en vue d'une large communication autour du projet. Dans ce cadre, les radios communautaires produiront des émissions, des microprogrammes et des dossiers sur l'exécution des projets HIMO 3. Les productions radiophoniques se feront non

seulement en français mais aussi et surtout en langue locale. L'objectif visé selon le responsable de la communication du PNDP, Messi Bala, est de faire connaître HIMO3 et susciter l'adhésion des populations dont l'apport dans l'exécution des projets est important. Pour cela, les radios partenaires vont inscrire dans leurs grilles de programme l'émission « L'instant HIMO » dédiée à l'actualité de la phase 3 de l'opération HIMO.



Plus de 9 milliards de Fcfa pour 30 projets

Les responsables des radios partenaires se sont engagés à accompagner ce projet dont la concrétisation va améliorer les conditions de vie des populations. En rappel, HIMO 3 est financée à hauteur de 9,6 milliards de FCFA pour l'exécution de 30 projets dans 25 communes de la région de l'Extrême-

nord. Les projets concernent les mares artificielles, les digues de protection, la réhabilitation de certaines pistes enclavées et la construction des magasins de stockage. Leur exécution se fera avec la main d'œuvre locale. 6300 jeunes seront ainsi recrutés dont 30% de femmes. Ils vont empocher au total 1,7 milliard de FCFA. A terme, au moins 6000 jeunes seront

accompagnés, formés et installés à leur propre compte à la fin des projets conformément à l'exigence des bailleurs de fonds.

Pour cela, 1/3 des rémunérations des ouvriers sera retenu à la source et leur sera reversé à la fin des projets. Dans un premier temps, 23 projets seront exécutés dans 18 communes. Et dans la seconde phase, 7 projets dans sept communes.

L'ingénierie sociale sur les rails

Ce volet important de la phase III de l'opération HIMO-MINKA, se met en œuvre depuis le 4 novembre 2021 dans la commune de Tokombéré.



Le PNDP Extrême-nord a organisé du 4 au 6 novembre 2021 à Tokombéré dans le département du Mayo Sava, un atelier de lancement des activités opérationnelles d'ingénierie sociale. En effet, ces activités constituent un pan important de l'approche à Haute intensité de main d'œuvre (HIMO). Dans sa phase III, cette opération vise à créer 6300 emplois et assurer la formation et une insertion professionnelle à près de 6 000 jeunes. Le projet vise aussi à employer 30% de femmes dans les chantiers HIMO. La somme de 1.7 milliard de FCFA sera payée

directement aux jeunes ouvriers recevant en moyenne 3000 FCFA par jour de travail après atteinte du rendement journalier minimal. Pour les participants à cet atelier, notamment les maires, les points focaux des communes, les délégués départementaux, le représentant du Coordonnateur national du PNDP, pour ne citer que ceux-là, il aura été question de prendre part au lancement des activités d'ingénierie sociale de l'opération HIMO 3-MINKA. Les acteurs présents ont ainsi pu avoir une idée claire des enjeux, attentes et défis des activités d'ingénierie sociale

de HIMO 3-MINKA ; comprendre le mode opératoire de l'ingénierie sociale de cette opération ; arrêter un chronogramme des descentes de terrain avec toutes les parties prenantes en vue de l'introduction. Pour rappel, l'ingénierie sociale est l'une des particularités de l'opération HIMO qui s'exécute au PNDP et qui est rendue à sa troisième phase. Il s'agit de donner les moyens, aux jeunes employés sur les chantiers, de pérenniser les gains engrangés sur les chantiers et mener une activité génératrice de revenus pérenne.



INTERVIEW

« Tous les acteurs sont sensibilisés »

Georges Nkami, Spécialiste socio-environnemental au PNDP

❑ *Qu'est-ce qui justifie le retard de plus de huit mois au démarrage du projet Himo ?*

En réalité, il s'agit du lancement de la phase d'ingénierie sociale. Mais il faut dire que le projet dans son ensemble a démarré depuis bientôt trois ans. On a aujourd'hui les études de faisabilité qui sont prêtes. On sait exactement ce qu'on va faire dans le cadre de 23 projets dans 18 communes bénéficiaires. Mais la partie de l'ingénierie sociale qui consiste en gros un accompagnement qu'une ONG est mobilisée pour faire aux ouvriers, a pris un peu de retard à cause de problème de maturation des projets. Je pense que nous sommes maintenant sur la bonne voie malgré le retard. Parce que nous avons à faire à des acteurs qui sont habitués à cette opération. Nous sommes bien dans la phase 3. Ça veut dire qu'il y a eu Himo 1 et Himo 2 exécutés normalement.

❑ *Comment comptez-vous mobiliser les acteurs pour rattraper le retard afin de livrer les projets dans les délais ?*

Cet atelier participe même de la stratégie de rattrapage, parce qu'on a tous les acteurs autour de la table.

Comme vous l'avez constaté, le médecin du travail est là, les délégués départementaux de l'Emploi et de la Formation professionnelle sont là, les sectoriels, les ingénieurs, bref toutes les parties prenantes sont là. Donc en réalité, il s'agit pour nous de nous accorder sur un calendrier collectif. Chacun verra son rôle et ses responsabilités, et nous n'allons pas manquer de nous retrouver chaque fois que nous constaterons des dérapages par rapport à notre plan d'action.

❑ *Est-ce que huit mois de retard au démarrage n'auront pas un impact sur la qualité des ouvrages ?*

Non ! pas du tout. Je crois que j'ai été suffisamment clair. Nous avons pu, et pensons avec nos partenaires, décaler la durée globale de cette opération. Rien ne doit se faire au détriment de la qualité. Parce que c'est un point essentiel sur lequel nous veillons, et nous continuerons de veiller.

PNDP

Programme National de Développement Participatif



VOLET AGROPASTORAL - 11^{ème} FED

Nouvelle ingénierie de planification territoriale

- Appui technique aux Syndicats de Communes (SYNCOM).
- Réalisation des différents diagnostics participatifs (DIO, DIAFA et DETI).
- Planification et programmation territoriale du développement.



Projet financé par



SUIVEZ-NOUS SUR



www.pndp.org

Progiciel SIM_ba

Cap sur les régions



Depuis quelques années, la gestion budgétaire et comptable dans les communes est significativement améliorée. Ceci grâce à l'implémentation du progiciel SIM_ba, édité par l'Agence internationale des maires francophones (AIMF) et mis à la disposition des collectivités territoriales décentralisées (CTD) par le Programme national de développement participatif (PNDP). Ce projet va en droite ligne de l'une des missions phares du PNDP qui est de renforcer les capacités institutionnelles et humaines des CTD pour une meilleure offre de service aux populations et pour plus de redevabilité.

Le progiciel SIM_ba a été développé pour accompagner les évolutions législatives et réglementaires, autant que les exigences organisationnelles des CTD. Avec l'avènement des régions et la mise en place des Conseils régionaux, il était de bon ton d'y étendre cet instrument après le déploiement avec succès du progiciel dans les communes.

C'est ainsi que le PNDP, sollicité par le ministère des Finances pour son expertise en la matière, s'est engagé avec dévouement dans cet exercice. Au-delà de la remise des ordinateurs aux receveurs régionaux au cours d'une cérémonie

solennelle organisée à Mbankomo, ces responsables ont été formés par des experts commis par le PNDP à l'utilisation de SIM_ba. Et depuis lors cet instrument fait des merveilles, selon de nombreux utilisateurs rencontrés sur le terrain. Des prouesses qui permettent au receveur régional de suivre, au jour le jour, la consommation des crédits et l'exécution du budget au niveau le plus fin. Il dispose ainsi des mêmes informations que celles qui apparaissent dans la comptabilité administrative du président du conseil régional et peut donc s'ajuster en permanence avec lui.

Le démarrage de l'activité des conseils régionaux permet de poser les bases d'une maîtrise efficiente de l'ensemble du processus budgétaire et comptable. Ce qui garantit une bonne anticipation. Avec SIM_ba, l'ordonnateur et le comptable, tant en région que dans les communes, ont une boussole qui les guident dans l'exercice quotidien de leurs activités. Le dossier de cette édition des Echos du PNDP, fait donc le tour des CTD pour laisser voir les premiers effets du progiciel SIM_ba, tant sur le plan de la gestion directe au sein des conseils régionaux, que de la collaboration entre les différents acteurs. ▣

Ngaoundéré 2^e

Quand le numérique vole au secours de la gestion

L'installation du système d'information comptable et budgétaire SIM_ba permet au receveur municipal de voir clair dans ses chiffres depuis quelques années.

C'est depuis 2007 que Emmanuel Kamguia Fotso Ché, receveur municipal de la mairie de Ngaoundéré 2^e manipule avec dextérité sa comptabilité. C'est que dans son ordinateur, se trouve un logiciel ayant une application comptable. Ce dispositif conçu par le ministère des Finances dans le cadre du budget-programme, avec pour but de renforcer la transparence, sert les Collectivités territoriales décentralisées. Face à cette nouvelle façon de faire, le PNDP a opté pour l'accompagnement de quelques receveurs municipaux des mairies de la région de l'Adamaoua.

« Au départ, nous étions réticents parce que l'outil informatique venait d'arriver et nous avions des appréhensions. Mais au fil du temps, en exploitant ce progiciel, on a constaté qu'il nous apportait beaucoup de facilités dans notre travail. En plus de cela, nous avons noté une amélioration dans la qualité des documents financiers qu'on produisait et transmettait à la hiérarchie », affirme notre interlocuteur.

Calculs simplifiés

Depuis la numérisation de tous les documents financiers grâce au progiciel Sim_ba, les données de cette commune ont été introduites dans le système. « L'essentiel réside dans le fait qu'il faut introduire les bons et chiffres fiables. Une fois que cela est effectué, le calcul se fait tout seul sans



tracasseries. Les états de synthèse, les balances générales de compte, les tableaux de solde, les certificats de recettes et dépenses entre autres n'ont plus besoin de gymnastique parce que tout va de soi une fois toutes les données introduites », ajoute Emmanuel Kamguia Fotso Ché. Dans cette mairie, la tâche de la mise à jour au quotidien des documents financiers et comptables est devenue simplifiée à chaque opération financière.

« Dès que les données introduites dans SIM_ba sont fiables, l'on est capable de produire le résultat de gestion. Une fois la balance des chiffres obtenue, tout le

reste suit parce que c'est un système qui produit les macro informations à travers lesquelles on peut élaborer les autres états demandés dans le compte de gestion sur chiffres », poursuit l'expert financier de ladite mairie.

Cette acquisition de connaissances obtenue grâce à l'appui du PNDP dans la commune de Ngaoundéré 2e est saluée par le receveur. « Le PNDP, à travers cette formation nous a facilité le travail. (...). Lorsqu'il nous arrive d'être bloqués, le PNDP nous vient en aide en mettant des techniciens à la disposition des CTD », conclut-il. ■

Réactions



Bello Hamassambo, receveur municipal, commune de Ngan-ha..

« Avec SIM_ba, vous avez votre situation en dépenses et en recettes ».

Le logiciel SIM_ba a apporté de nombreuses avancées dans l'exécution de notre travail au quotidien. A la recette municipale, il était très difficile avant, de retracer sa situation financière au jour le jour. Mais avec SIM_ba, au fur et à mesure que vous renseignez le logiciel, en un clic à la fin de la journée vous avez toute votre situation en dépenses comme en recettes. Ce qui est une grande avancée. Le comptable tout comme l'ordonnateur ont chacun son interface et à ce niveau, ils peuvent déjà savoir chacun les ressources financières disponibles. Sans ce logiciel, il vous faut retracer votre comptabilité au jour le jour, mois après mois pour pouvoir avoir l'exactitude, la sincérité de vos comptes au 31 décembre.

La gestion du budget-programme en un clic

Grâce à ce progiciel, le receveur du Conseil régional de l'Adamaoua maîtrise ses états financiers.

Au cours d'une visite inopinée le 20 octobre 2021 dans le bureau du receveur du Conseil régional de l'Adamaoua, Ahmadou Tidjani Maiyara, l'on a constaté que c'est avec une mine gaie qu'il manipule aisément le clavier de son ordinateur. Cet outil informatique complet dans lequel a été installé le progiciel SIM_ba, lui a été offert par le PNDP. C'était à l'issue d'une session de formation organisée du 13 au 17 juillet à Yaoundé par le PNDP à l'intention de tous les receveurs des 10 Conseils régionaux du Cameroun. Ceci dans l'objectif de la mise en place de l'exécution du budget-programme sans difficultés. Grâce à ce renforcement de capacités, Ahmadou Tidjani Maiyara a des connaissances lui permettant de manipuler ses chiffres sans erreurs. « Dans ce progiciel, on retrouve toutes les informations relatives au budget-programme du Conseil régional de l'Adamaoua », indique notre source.

Un progiciel fiable

Dès son retour de cette session de formation, il a vite commencé à saisir les opérations budgétaires et financières du Conseil régional dont il a la charge. « Le progiciel SIM_ba est très important pour nous qui avons la lourde charge de manipuler les chiffres. Il est très fiable, sécurisé et important dans l'exécution du budget et même dans le suivi de la trésorerie et la production des états mensuels. Des documents financiers qui nous permettent de rendre fidèlement compte à la hiérarchie de tous les mouvements financiers. Il nous permet également de produire en fin d'année des comptes de gestion sans difficultés », s'est réjoui le receveur. Avec cette exigence de numérisation du budget-programme par le ministère des Finances, le Conseil régional va pouvoir gérer ses dépenses de fonctionnement, d'équipements et d'investissements qu'il aura à effectuer dans le cadre dudit budget.



Cela dit, les grandes masses de dépenses étant réparties ainsi qu'il suit : 1,2 milliard de Fcfa pour le fonctionnement (soit 40% des ressources prévisionnelles attendues pour l'investissement), 1,8 milliard de Fcfa, soit 60 % des ressources prévisionnelles attendues vont être. Etant donné que les budgets de ce conseil pour cette année sont consacrés au démarrage effectif des activités de la région ainsi qu'à l'élaboration des documents de pilotage à savoir le plan régional de développement, le cadre budgétaire, le cadre de dépenses à moyen terme et la maturation des projets, ce logiciel est la bienvenue.

Doléances

Dans le cadre du fonctionnement dudit Conseil régional, le receveur sur

instruction de l'ordonnateur et grâce aux facilités de SIM_ba pourra payer des indemnités mensuelles des membres du bureau exécutif et du personnel, celles de sessions et de leur organisation, le déploiement de l'administration et règlement des charges y afférentes. Cependant, Ahmadou Tidjani Maiyara a exprimé quelques doléances à savoir l'amélioration de ce logiciel pour la configuration de quelques états qui relèvent encore du domaine des receveurs municipaux. Celles-ci doivent être adaptées aux conseils régionaux parce que les comptes de gestion ont encore quelques états non paramétrés. Très satisfait de la qualité de ce progiciel, le receveur du Conseil régional de l'Adamaoua salue l'appui du PNDP dans leur accompagnement dans le processus de décentralisation. ■

Dimako

SIM_ba va bousculer les habitudes

Un atelier de formation sur le progiciel s'est tenu du 11 au 13 octobre 2021 dans cette commune du Haut-Nyong, région de l'Est.

Pour cette formation, le maire de la commune de Dimako, Yves Nteme Tokambou a convié tout le personnel, et en plus des acteurs de la chaîne financière et budgétaire. Ce, compte tenu de la transversalité des fonctions et pour la compréhension de tous. Avant de suivre les explications du consultant commis pour cette tâche, la première partie de la session de formation a consisté à vérifier le parc informatique de la municipalité. Entre autres, l'ergonomie des ordinateurs ainsi que les connexions réseaux (locale et internet) des machines. Par la suite, place à l'exploration du progiciel SIM_ba proprement dite.



Dans son propos introductif, la coordonnatrice régionale pour l'Est du PNDP a félicité le maire de Dimako et le personnel, pour l'appui sollicité pour cette formation. En effet, selon Claudine Ashetkuemum, « On s'est rendu compte qu'il y avait des problèmes d'agrégation des états financiers. C'est pour cette raison

que SIM_ba a été mis en place, pour aider à la transparence budgétaire, à la redevabilité, et à la reddition des comptes ».

Le progiciel SIM_ba a été mis en place, avec l'aide de l'Association internationale des maires francophones, afin notamment de permettre une bonne visi-

bilité des activités de la commune, de protéger l'exécutif communal de certaines fautes de gestion telles que les dépassements des lignes budgétaires. Pour sa part, le maire de Dimako a exprimé son soulagement de voir cette formation aboutir. Tout en remerciant le PNDP pour son accompagnement. ■

Réactions

Yves Nteme Tokambou, maire de la commune de Dimako

« Nous avons beaucoup d'attentes ».

Nous avons tenu à mettre un accent particulier sur la modernisation du fonctionnement de la commune de manière générale, et aussi de la chaîne budgétaire et comptable de manière spécifique. Cela a été entamé par la rénovation du parc informatique pour bénéficier des facilités et opportunités que nous offre le numérique. Ensuite, nous avons procédé à la mise en interconnexion de toutes les machines par l'établissement d'un réseau local, enfin d'un réseau internet (...). Nous avons beaucoup d'attentes et nous remercions Mme la coordonnatrice nationale du PNDP qui a bien voulu nous accompagner à travers la coordination régionale.

Mbia Onana, receveur municipal de la commune de Dimako

« L'outil SIM_ba sera d'un apport déterminant ».

Ce renforcement des capacités apporte une plus-value en termes de management de proximité et de management participatif. Ça permet à la commune de Dimako de s'arrimer aux normes gouvernementales sur la gestion des finances publiques. Et particulièrement sur la gestion des finances publiques locales. Avec l'avènement du budget programme, l'outil SIM_ba sera d'un apport déterminant pour la commune de Dimako. Et ce afin de lui permettre d'avoir les outils pour faire face à cette exigence gouvernementale dans la gestion du budget programme.



Mandjou

Une expérience fructueuse à la mairie

Avec l'introduction de SIM_ba, il y a une meilleure organisation de l'activité communale.



Le progiciel SIM_ba est introduit dans la commune de Mandjou depuis quelques années déjà, avec le concours du PNDP. « Ce progiciel nous permet d'enregistrer les recettes et les dépenses, et de contrôler l'exécution budgétaire au quotidien », explique Pascale Arnaude Dama épouse Ngon, cadre financier communal. La plus-value de cet outil informatique est indéniable au sein de cette collectivité territoriale décentralisée. « Déjà, les mandats sont émis sur SIM_ba, puis nous procédons aux prises en charge et règlements sans oublier les

recettes jusqu'aux recouvrements. Il nous permet d'avoir en temps réel, les comptes de gestion et administratifs fiables », détaille cette responsable communale. Selon cette source, les états financiers intégrant la balance des comptes, les états d'exécution en recettes et dépenses, les états des restes à payer et à recouvrer sont produits automatiquement grâce à ce logiciel. Par ailleurs, les comptes administratifs et de gestion peuvent désormais être tenus à temps et les comptes de gestion sont déposés également dans les délais. « Le retard peut être dû généralement au

financement lié à la capacité de la collectivité territoriale décentralisée. Le seul souci dans notre commune précisons-le, c'est l'absence de la mise en réseau du logiciel et les coupures d'énergie », indique Mme Ngon.

Le maire, Frédéric Innocent Djoni Kassala, trouve que ce logiciel est d'une utilité certaine, notamment pour améliorer la bonne tenue du registre des recettes. Une expérience qui fait donc ses preuves. Avec au final, la reddition des comptes. ■

Extrême-nord

SIM_ba, l'outil maître

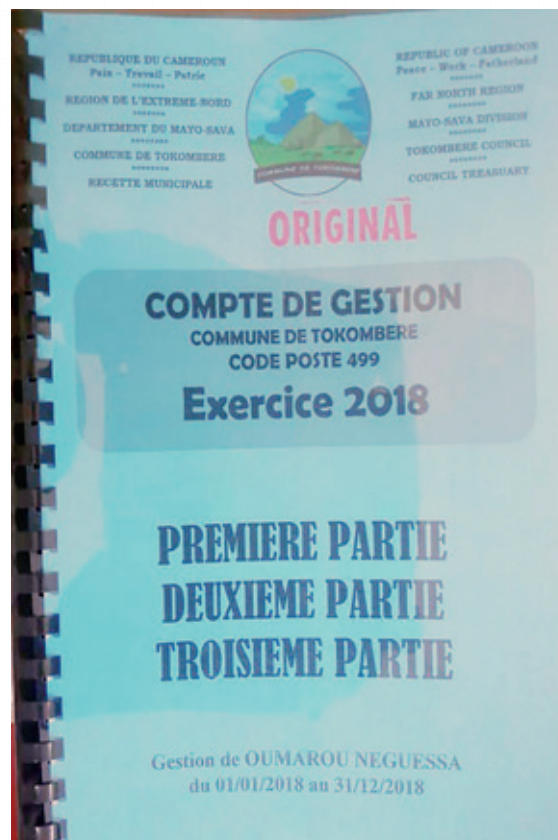
Depuis l'instauration de ce progiciel dans les Collectivités territoriales décentralisées de la région, la gestion du budget et la comptabilité jouissent d'une transparence.

Célérité, transparence et efficacité. Voici les termes qui reviennent en boucle quand l'on s'intéresse à l'impact de l'usage du progiciel SIM_ba dans les municipalités de la région de l'Extrême-nord. « Depuis 2014 que nous utilisons ce progiciel, tous nos comptes de gestion sont produits et déposés à temps », témoigne Moustapha Arouna, receveur municipal de la commune de Mokolo. C'est le même son de cloche du côté de la mairie de Méri. Ici, « les travaux qui se faisaient auparavant en 4 ou 5 jours avant, se font aujourd'hui en moins d'une heure grâce à SIM_ba », renchérit Nasser Youssoufa, receveur municipal.

Flexibilité

« SIM_ba est un véritable outil de gestion et de bonne gouvernance qu'on devrait même instituer dans les services étatiques au regard des bons résultats qu'il produit dans les communes »,

explique le TPG. Dans les faits, plusieurs malversations ou erreurs qui se faisaient par le passé ont quasiment disparu. L'on peut noter que « le dépassement des lignes de crédit, les doublons de mandats et les engagements ont significativement disparu parce qu'avec SIM_ba, tous ces tripatouillages sont impossibles », reconnaît le Trésorier payeur général de Maroua 1^{er}, Nodjingar Alim Ahmadou. Sauf que certaines communes traînent encore le pas. Pourtant la flexibilité qu'offre cette plateforme est à leur avantage car non seulement « elle permet d'avoir la situation exacte de la caisse à tout moment, les disponibilités soit à la banque soit dans les caisses de la commune, mais elle instaure une parfaite transparence. Ce qui réduit les conflits et les soupçons entre le comptable et l'ordonnateur », explique Roger Eyenga, le coordonnateur régional du PNDP pour l'Extrême-Nord. □



Réactions



Manaoda Ganava, receveur municipal de Kaélé

« La fuite de fonds est limitée »

Dans notre commune à Kaélé, le travail est devenu digeste et facile. Les enregistrements manuels ont beaucoup diminué, la comptabilité est devenue facile, la tenue du livre journal, l'édition des comptes, la balance mensuelle à déposer à la Trésorerie générale ne sont plus fastidieux comme avant. Nous pouvons même faire des rapprochements bancaires, ce qui se faisait manuellement auparavant. De même, il y a la sécurisation des fonds. Pour sortir un franc de la commune, il faut absolument émettre un mandat, et avec SIM_ba tous les mouvements financiers sont tracés, ce qui limite énormément la fuite de fonds.



Nasser Youssoufa, receveur municipal de Méri

« Les erreurs sont réduites »

Le progiciel SIM_ba est venu nous faciliter la production des états financiers. Ce qui a concrètement changé à Méri c'est le traitement des données et la qualité des documents. Avec SIM_ba, les erreurs qui nous échappaient sont considérablement réduites et c'est facile de les détecter et de leur apporter les corrections qui s'imposent. Nous avons une information budgétaire, comptable et financière de qualité que nous fournissons aux usagers et à nos partenaires au développement.



INTERVIEW

« SIM_ba est parfait ! »

Nodjingar Alim Ahmadou,
Trésorier payeur général de Maroua

Suite au coaching organisé le PNDP à l'endroit des comptables publics, des CTDs de l'Extrême-Nord, le TPG de Maroua salue l'initiative et l'apport du Progiciel SIM_ba dans la production des comptes de gestion.

❑ **Quelle appréciation faites-vous du progiciel SIM_ba en tant que comptable des biens publics ?**

En réalité, l'application SIM_ba vient permettre à ce qu'il y ait une traçabilité, une lisibilité de la situation financière et de la situation comptable des collectivités territoriales décentralisées. Parce que tel que l'application est implémentée, elle permet à tout contrôleur, tout technicien qui vient dans une collectivité d'avoir l'état exact du fonctionnement, parce que c'est une application qui travaille avec une interface, c'est-à-dire qu'il y a le volet comptable au niveau du receveur et ses services, et une autre interface au niveau de l'ordonnateur. Cela veut dire qu'une opération qui est en train d'aboutir chez le receveur municipal doit avoir son début chez l'ordonnateur, c'est ce dernier qui émet l'opération qui passe chez le contrôleur financier avant d'atteindre le receveur municipal. L'autre avantage et pas des moindres, c'est que le comptable municipal peut, de manière automatique, ressortir son compte de gestion sans difficultés contrairement au passé où le travail était fastidieux et prenait beaucoup de temps.

❑ **Selon vous, qu'est-ce que son utilisation a changé dans les communes de votre territoire ?**

La capacité de ce progiciel de fournir une traçabilité dans la gestion, permet de dissiper les malentendus entre l'ordonnateur et le comptable. Parce qu'avant, l'ordonnateur émettait juste les mandants, et les envoyait de manière manuelle chez le receveur municipal, et il peut arriver qu'il oublie et c'est source de conflit entre les deux parce qu'il peut estimer que le receveur paye ce qu'il ne connaît pas. Pour ma part, ce progiciel devrait être utilisé dans toutes ses capacités, parce qu'il y a, à l'heure actuelle, certaines collectivités qui jouent aux petits malins, et ne veulent pas l'utiliser. Pourtant, vu la flexibilité et l'efficacité qu'il offre, je pense que même au niveau de l'Etat on devrait l'instaurer, parce que c'est une application qui offre une bonne transparence dans la gestion.

❑ **D'après vous, comment cet outil peut-il contribuer au développement local ?**

En réalité, l'application ne permet peut-être pas un développement direct, mais elle permet de savoir que l'argent débloqué au niveau de la comptabilité est effectivement utilisé pour l'objet indiqué. Elle permet vraiment de réduire les fuites de fonds à travers la traçabilité des différentes opérations financières et d'éviter les conflits entre ordonnateur et comptable. Pour ma part, pour booster le développement local, ce logiciel devrait être utilisé de manière obligatoire par les communes.

❑ **Et les communes qui traînent le pas ?**

Quand l'Etat a déjà décidé de quelque chose, c'est parce qu'il a évalué tous les avantages et son efficacité. Nous sommes déjà en train d'aller vers la phase répressive. Il faut bien que les communes le sachent, la direction générale du Trésor est en train de prendre la chose en main. Avant, elles entraient dans SIM_ba pour tripatouiller les chiffres, mais tout ça sera désormais verrouillé, elles ne le pourront plus, parce que pour entrer dans la base de données, il faut un technicien soit qui vient de la Trésorerie générale, soit de la direction générale du Trésor.

❑ **Qu'en est-il des limites ?**

Jusqu'ici l'application SIM_ba est à mon avis parfaite, parce qu'avant elle il n'y avait rien. Donc même s'il y a les limites, on va plutôt chercher à améliorer SIM_ba. Dans les collectivités avant, il faut remarquer que la gestion était opaque. Le gestionnaire confondait le bien public à sa fortune personnelle ou c'est le receveur municipal qui décidait, or maintenant avec cette application cela n'est plus possible. Pendant la phase de sensibilisation, nous leur avons expliqué que les CTD sont des démembrements de l'Etat, la rigueur appliquée dans les services de l'Etat doit être la même dans les CTD. ❑

Une opportunité pour les CTD de l'Ouest

Un atelier de recyclage centré sur la maîtrise du progiciel SIM_ba s'est tenu en septembre dernier à Dschang.

Comme maire de la commune d'arrondissement de Bafoussam I (2013-2020), le Dr Jules Hilaire Focka Focka s'était appuyé sur la maîtrise et une utilisation judicieuse du progiciel SIM_ba pour remporter le premier prix du guichet performance du PNDP en 2019. Désormais président du Conseil régional, il souhaite implémenter l'utilisation de ce progiciel dans ses services pour une optimisation du travail. « *Sur-tout qu'il y a beaucoup à faire, et le temps gagné dans le traitement et la gestion des ressources par une bonne utilisation de SIM_ba serait pour nous un atout* », précise le Dr Jules Hilaire Focka Focka.

Objectif partagé par les 160 participants constitués des receveurs municipaux, secrétaires

généraux et cadres financiers des communes et des personnels cadres des CTD intervenant dans la chaîne des opérations financières. Une formation pratique qui s'est déroulée en présence d'un représentant de la Chambre des comptes, un représentant de la direction de la comptabilité publique, deux représentants de la cellule nationale de coordination, et un représentant de l'AIMF.

Pendant les travaux pratiques, chaque dépense est passée en revue sur la base de l'instruction conjointe de sa conformité aux lignes budgétaires prévues à cet effet. Un procédé permettant d'harmoniser les stratégies et les lignes budgétaires entre les différentes CTD. □



Réactions



Aboubakar Mfopou, maire de Massangam

« Il facilite l'élaboration du budget et du compte administratif »

Le progiciel SIM_ba que nous utilisons est un atout pour la gestion et la comptabilité. Il apporte des facilités dans le traitement des dossiers financiers. SIM_ba facilite l'élaboration du budget et du compte administratif de la mairie. J'apprécie les efforts du PNDP qui renouvelle sans cesse les formations pour arrimer le personnel communal à la bonne utilisation de ce logiciel. Je souhaite juste que ce projet soit pérennisé.



Pierre Loti Tchinda, receveur municipal de Mbouda

« Il allège le travail »

Il facilite la comptabilité des collectivités territoriales décentralisées pour la production des états financiers. L'implémentation de ce logiciel allège le travail en chaîne. Les documents financiers ressortent plus facilement en réseau, tant au sein de la commune que dans le réseau de l'intercommunalité. Il y a juste des petites améliorations à apporter au logiciel, notamment au niveau du report des opérations de l'exercice antérieur.



Adeline Nga Tsala Messomo, comptable régionale, PNDP Ouest.

« Plus de transparence et de redevabilité »

Les soucis et incompréhensions que les gestionnaires financiers des mairies avaient à la Chambre des comptes et d'autres aléas liés à la transparence sont désormais considérablement réduits grâce à SIM_ba. La difficulté se trouve juste au niveau du suivi des ressources humaines. Quand on affecte un receveur municipal qui avait déjà appréhendé l'utilisation de ce logiciel et qu'on envoie un autre qui n'a pas la même expérience, il faut reprendre le travail de formation.

Littoral

Les communes poursuivent leur appropriation

Les exécutifs communaux de la région apprécient l'utilisation au quotidien du progiciel.

Transparence, visibilité sur la situation financière de la Collectivité territoriale décentralisée (CTD) et donc renforcement de la capacité de l'exécutif communal à prendre de meilleures décisions de gestion. C'est quelques avantages soulignés par des magistrats municipaux de la région du Littoral sur l'utilisation du progiciel SIM_ba, outil mis en place pour permettre aux CTD de maîtriser l'ensemble du processus budgétaire et comptable. Une donnée plus que jamais incontournable à l'ère de la décentralisation et de la gestion plus autonome des territoires. Et les maires l'ont bien compris, eux qui multiplient les approches pour mieux s'approprier le logiciel.

C'est le cas par exemple de Valentin Epoupa Bossambo, maire de la

commune de Douala III, dans le département du Wouri. Quand il prend les rênes de la municipalité, il trouve que le progiciel SIM_ba est en panne. Il fait appel au prestataire qui l'a mis en place. Ce dernier établit le diagnostic et remet le progiciel en marche. Ensuite, il a fait faire un ajustement dans les équipements parce que la précédente équipe communale utilisait un autre logiciel. Le problème a donc été corrigé et SIM_ba est utilisé dans cette commune, de l'ordonnateur jusqu'au comptable. Ce qui permet l'harmonisation des données, parmi lesquelles il y a le recouvrement, comme l'explique M. Epoupa Bossambo : « Vous suivez en temps réel ce qui se passe au niveau du recouvrement. En tant qu'ordonnateur, c'est un élément très important et lors de la préparation du budget, vous suivez

également vos lignes, comment les crédits ont été demandés, en temps réel, et utilisés pendant l'année. »

Parlant toujours de budget, Lisette Nkoue, maire de Bare-Bakem, une commune du département du Moungo, explique concernant SIM_ba : « il intègre facilement les décisions modificatives du budget et donne une vision du budget en cours d'exécution. Ce logiciel numérote automatiquement et sans sauter une ligne, les ordres de recettes et mandats ainsi que les bordereaux. » Et pour s'assurer que l'utilisation du progiciel est fluide pour tout le monde, le PNDP organise des sessions d'appropriation de l'outil à l'endroit des agents communaux, sans compter les initiatives internes aux communes. ■

Réactions



Lisette Nkoue, maire de Bare-Bakem.

« Un outil d'aide à la décision ».

Le progiciel SIM_ba est un outil d'aide à la décision. Il permet d'éviter les éventuels dépassements de lignes budgétaires, puisqu'on peut consulter en temps réel la disponibilité de ces lignes avant de faire des engagements. Grâce à ce progiciel, la préparation du budget devient rapide et facile car toutes les modifications sont automatiques. SIM_ba permet d'éditer tous les états budgétaires en temps réel et facilite les recherches dans les différentes situations des personnes physiques, morales et même des recherches des situations financières.



Valentin Epoupa Bossambo, maire de Douala III.

« Ça rend la préparation du budget plus facile »

L'avantage de SIM_ba est qu'immédiatement, ça vous permet d'ajuster les engagements que vous faites par rapport au recouvrement. C'est-à-dire que vous n'allez pas faire plus d'engagements qu'il n'y a eu d'émissions ou alors qu'il n'y a eu de recouvrements. C'est-à-dire que vous parvenez avec le logiciel à ajuster tout ce que vous faites comme engagement par rapport à vos moyens, par rapport à ce qui a été recouvré ou alors ce qui est recouvrable dans vos émissions. C'est un avantage fondamental pour un gestionnaire en finances publiques et ça rend la préparation du budget plus facile.



Ernest Edimo, maire de Douala VI.

« De la transparence dans la gestion »

Ce logiciel est très bien parce que ça nous permet de tout centraliser pour tous les services et ça facilite aussi le système. Le progiciel apporte de la transparence dans la gestion. Maintenant, il faut qu'il y ait la volonté et la collaboration de tous les responsables. Heureusement, le receveur actuel est ouvert à l'utilisation de SIM_ba, mais tout le personnel ne s'est pas encore approprié le progiciel. On essaie donc d'organiser des petites sessions de recyclage avec des techniciens qui viennent sur l'île et qui passent deux ou trois jours.

INTERVIEW

« SIM_ba va nous aider dans la maîtrise des opérations comptables ».



Crépin Renaud Nzoab, Receveur régional du Littoral

Pour avoir reçu le 17 juillet 2021 un ordinateur complet chargé du progiciel SIM_ba, le receveur régional du Littoral fait partie des responsables qui expérimentent avec satisfaction l'usage dudit outil au sein des recettes régionales.

❑ Après la formation de juillet dernier, avez-vous déjà commencé à vous approprier concrètement le progiciel SIM_ba ?

Ce séminaire venait à point nommé car les recettes régionales viennent d'être créées et rendues opérationnelles. Au cours des travaux, plusieurs thèmes ont été abordés. Mais il convient de retenir que le module portant sur la présentation de l'environnement informatique relatif à SIM_ba a constitué l'un des temps forts de ce séminaire. Ledit module a été couronné par la remise du matériel informatique par le PNDP à tous les Receveurs régionaux, pour la mise en œuvre optimale et une appropriation rapide de ses fonctionnalités. En ce qui concerne précisément le Conseil régional du Littoral, le Président a pris toutes les mesures nécessaires pour que le dispositif informatique soit installé le plus rapidement possible avec la prise en compte de tous les intervenants. Cette application fonctionne normalement et l'exécution des opérations budgétaires tant en recettes qu'en dépenses a bel et bien commencé, depuis l'ordonnateur jusqu'au comptable en passant par le contrôleur financier.

❑ Comment ce progiciel pourra-t-il vous aider dans la maîtrise de la comptabilité de votre collectivité ?

Avec le progiciel SIM_ba, nous entrons inéluctablement dans le processus d'informatisation des procédures

budgétaires et comptables dans les CTD, entraînant tout ce que cela comporte comme avantages. Il pourra nous aider dans la maîtrise des opérations comptables en ce sens qu'il nous offre une célérité dans le travail avec la production de plusieurs pièces et documents comptables de synthèse journalière ; décadaire, mensuelle et même annuelle. Il nous offre une bonne sécurité dans le traitement des données mais aussi la transparence dans l'exécution du budget de la CTD. Le progiciel a également pris en compte la responsabilisation des différents acteurs intervenant dans la chaîne de l'exécution du budget. Il n'y a pas d'interférence de tâches entre l'ordonnateur, le contrôleur financier et le comptable.

❑ Est-ce à dire que ça fonctionne à merveille avec SIM_ba ?

Quelques faiblesses de ce progiciel ont tout de même été relevées et portées à l'attention des experts informatiques du PNDP. Nous, receveurs régionaux ainsi que les autres acteurs de la chaîne budgétaire et comptable, émettons le vœu que ces préoccupations soient prises en compte pour l'optimisation de SIM_ba. ❑

Sud

Les cadres municipaux se mettent à la page

Du 28 septembre au 2 octobre 2021, les receveurs municipaux et secrétaires généraux de 28 communes étaient à l'école de l'appropriation du progiciel de gestion SIM_ba, proposé par le PNDP.



Des comptes de gestion budgétaire qui sont mal montés fait que certains gestionnaires évitent autant que faire se peut de déposer, à temps, ces comptes de gestion à la Chambre des comptes. Ces maux, et bien d'autres, minent le bon fonctionnement des comptes des collectivités territoriales décentralisées en contexte de décentralisation avancée. Afin que nul n'en ignore, le Programme national de développement participatif (PNDP) a tenu du 28 septembre au 2 octobre 2021, dans la ville de Sangmelima, chef-lieu du département du Dja-et-Lobo, région du Sud, un séminaire regroupant une centaine de participants, notamment certains secrétaires généraux et autres receveurs municipaux des 31 communes que compte la région. L'objet des travaux de trois jours portait sur la mise à jour de la comptabilité communale sur le progiciel comptable SIM_ba afin de permettre aux communes d'avoir

des balances conformes aux pièces à déposer à la Chambre des comptes.

Appropriation du progiciel

Les travaux tenus de façon théorique et pratique ont porté pour l'essentiel, sur les différents procédés, les textes en vigueur, le niveau d'avancement de la production et de dépôt des comptes de gestion. L'on s'est également penché sur la définition de la méthodologie de travail à adopter, pour préparer la production d'un compte de gestion, mais aussi, sur le maniement et l'appropriation du logiciel intégré de gestion des finances SIM_ba proposé par le PNDP aux CTD, pour une gestion fluide de leurs comptabilités.

Recommandations

Un concept qui vient selon Marie Migèle Aboudi épse Mbang, comptable régional de la cellule PNDP-Sud, concrétiser les engagements des institutions publiques à s'inscrire dans les principes de bonne gouvernance. Et

ce, à travers l'amélioration de la qualité de la dépense publique, la maîtrise des sources de mobilisation des ressources financières, la production d'une information budgétaire, comptable et financière complète et à jour, de manière instantanée. « SIM_ba, permet de mettre l'information budgétaire à la disposition de tous les publics : ordonnateurs, comptables, tutelles, bailleurs de fonds, populations », souligne-t-elle.

Au terme des travaux de Sangmelima, quelques recommandations ont été formulées. On a fortement conseillé aux participants de se référer régulièrement aux instructions conjointes du ministère des Finances d'une part, et celui de la Décentralisation et du Développement local d'autre part, ainsi que l'intégration des comptes du PNDP dans les budgets pour des raisons d'absence de convention. ■

Réactions



Paul Justin Nkogue Hogdjeng, receveur municipal de la commune de Mvengue.

« Un outil qui fluidifie la comptabilité »

Sous l'impulsion du PNDP, nous venons de prendre part à un atelier régional. L'objet des travaux de Sangmélina portait sur la mise à jour de la comptabilité communale sur SIM_ba. Dans un cadre reposant, nous nous sommes retrouvés entre collègues afin d'échanger, d'exposer sur les différents procédés, les textes en vigueur, le niveau d'avancement de confection et de dépôt de nos comptes de gestion, mais également et surtout sur le maniement du progiciel SIM_ba. SIM_ba est un outil qui fluidifie nos comptabilités quand son utilisation est bien maîtrisée. Toute opération que nous passons entraîne automatiquement toute une suite logique que SIM_ba planifie pour nous. Tout en souhaitant davantage d'ateliers, nous permettant de nous approprier cet outil qui vaut son pesant d'or, je pense néanmoins que l'utilisation de SIM_ba serait plus efficace, si le comptable avait accès à toutes les « fenêtres » sans nécessairement solliciter un expert SIM_ba.



Paulin Belinga, SG commune de Ngoulemakong.

« SIM_ba vient résoudre beaucoup de problèmes »

SIM_ba est un bien-être pour les communes parce qu'il vient résoudre beaucoup de problèmes de comptabilité matière manuelle. Maintenant, celle-ci est informatisée. Nous avons la possibilité de saisir les données avec une infime marge d'erreurs. SIM_ba est vraiment venu sauver les communes pour leur apporter la possibilité de disposer des données exactes. Le même progiciel nous permet également de produire des documents à temps tout en respectant le chronogramme et les délais de manière efficace et exhaustive. Nous considérons que l'application SIM_ba est un bien acquis pour toutes les communes dans leur gestion budgétaire et comptable. Et l'accompagnement du PNDP nous est garanti dans le cadre de la préparation, non seulement des dépôts de comptes de gestion à la Chambre des comptes, mais aussi de tenir avec de bonnes données les comptes administratifs et de gestion.



Marie Migèle Aboudi épse Mbang, comptable régional de la cellule PNDP-Sud.

« Le PNDP accompagne les communes »

Le PNDP depuis 2016, accompagne les communes dans l'utilisation de l'outil informatique pour une bonne tenue de leur comptabilité. Ceci dans le but de la bonne gestion des financements que l'Etat octroie. L'opération a un rythme trimestriel. Tous les trois mois, nous organisons des séminaires pour permettre aux communes de justifier les dépenses qui ont été effectuées pendant une certaine période. Nous les accompagnons aussi à monter leurs comptes de gestion qui seront déposés à la Chambre des comptes. Nous avons même déjà des communes qui ont déposé leurs comptes de gestion de 2019, 2020 et là, nous sommes en train de confectionner les comptes de gestion de 2021. Les travaux de

Sangmélina qui se sont déroulés du 29 septembre au 1^{er} octobre 2021, ont tenu compte de ces aspects ci-dessus évoqués. Les communes devaient donc apporter leurs pièces justificatives de janvier à juin 2021. Ensemble, nous avons commencé à confectionner leurs comptes. A date, nous pouvons dire que les communes ont commencé et les effets de l'utilisation de SIM_ba se font sentir auprès des gestionnaires et receveurs municipaux qui avaient la phobie du dépôt de leurs comptes de gestion.

South West

SIM_ba Software Simplifies Accounting

Municipal Treasurers said much work is being done using less time and financial documents submitted on time.

Mayors and Municipal Treasurers now say accounting in their councils is done with much ease. This follows the institutionalization of the SIM_ba software in all councils in the region. SIM_ba is an accounting software established in 1992. The Cameroonian government obliged all councils in the country to use it for the production of their financial statements. This was after the National Community-Driven Development Program (PNDP) realized that councils found it difficult to produce their end-of-year financial statements as many of the reports did not meet the expected standards. To remedy the situation, PNDP then organised two workshops where Secretaries General of Councils, Municipal Treasurers and Communal

Financial Officers of the North West and South West Regions were trained on the use of the English version of the SIM_ba software.

Njea Irene Namata, Municipal Treasurer of Tinto Council in Manyu Division, recalled that before the arrival of the SIM_ba software, all her accounting entries were done manually and the process was burdensome as many ledgers for different headings were used. The introduction of the SIM_ba software simplified accounting in councils and much time is gained doing less accounting.

Nkwenti Pascaline Maambo, Chief of Service in Charge of Local Councils at the South West Regional Treasury, receives monthly accounting reports from all 31 councils in the South West

Region. On October 13th, 2021, she noted that the financial reports done with SIM_ba software are better presented and more accurate.

Ewane Clifford Ngale, Regional Treasurer of South West Regional Assembly, said with the reforms witnessed on the application, its functionality has been extended to budget execution right from the vote holder. SIM_ba has completely computerized the budget execution process in local and regional executive councils. Though SIM_ba has simplified accounting, many councils do not have electricity to power their computers. Actors complain that throughout the South West Region, there is no permanent SIM_ba software technician. ■

Reactions

Robertson Tabenchong, Mayor of Mamfe Council.

« SIM_ba Has Eased A Lot Of Our Accounting Problems »

The SIM_ba software has been very helpful to us in the Mamfe Council. We have been using it to produce the administrative and management accounts, vouchers, monthly financial statements and other accounting documents. As such, we present financial statements on time. Though there are a lot of difficulties in its management, SIM_ba has eased a lot of our accounting problems.

Sone Etoke Elah James, Municipal Treasurer of Bangem Council

« SIM_ba Help Me Produce Month Financial Statements On Time »

SIM_ba is a special software designed for council accounting. With the introduction of the English version of the SIM_ba software in 2018 in my council, it has helped produce monthly financial statements like trial balances, revenue execution, expenditure, cash balances amongst others. I prepare all my monthly financial statements using SIM_ba and within the specified time. Since then, I have never had any difficulty with the use of SIM_ba. Formerly, accounting was done manually and it was very difficult to assemble the financial statements at the end of the month. The cash control report and statement of inactive value are not produced by the SIM_ba software. So I recommend for PNDP to ameliorate SIM_ba so that all these can be possible.

Etape Otilia, Municipal Treasure of Tombel Council.

« With SIM_ba Software I Produce Financial Statements Automatically With A Click »

The SIM_ba software has been very helpful in our accounting processes. At first, we were doing most of our accounting statements manually and it did not really take into consideration all the aspects of accounting production. But with the coming of the SIM_ba accounting software I am able to automatically produce financial statements with the software and update our accounting situations monthly to the Regional Treasurer in Buea on time. Monthly certificate of revenue together with revenue returns, monthly certificate of expenditure and expenditure returns, trial balance, commitments yet to be paid as well as recoveries yet to be made. So, we produce all these statements using SIM_ba and at the end of the year we are able to produce our management accounts as well as administrative accounts.



INTERVIEW

«SIM_ba Helps In Budget Execution, Monitoring and Production of Financial Statements ».

Ewane Clifford Ngale,
Regional Treasurer of South West Regional Assembly.

□ *What is your appreciation of the SIM_ba software?*

SIM_ba is a software application that is used in the local accounting system in Cameroon's councils. It was provided by AIMF and put at the disposal of PNDP for local council budget execution. I think SIM_ba has come to change a lot of things in budget execution in local councils especially at the accounting level. This is because it is a software used typically for account production. With the reforms witnessed on the application, its functionality has been extended to budget execution right from the vote holder. Before then most councils used their own applications that might have been conceived by private technicians and some of these applications did not quite meet the expectations of accounts production and reports. So, when SIM_ba came in, it was gradually introduced into councils and it is now a general software that has been harmonised by the authorities. It helps in the system of execution, monitoring and the production of financial statements for reporting.

□ *How was accounting done in local councils before the introduction of SIM_ba?*

It was basically manual. Be it SIM_ba when it was just introduced or the private software that were used in the various councils, it was limited to account preparation

and account operation. It was not extended to budget execution right from the vote holder and finance controller. It did not give a clear picture of budget execution in terms of report, control, follow-up and traceability. Though SIM_ba has been more or less vulgarised in most councils, some Councils still use some of their private applications where they find somecomings short. Even with SIM_ba there is a form of manual accounting whereby operations are first entered into journals before they are keyed into the system.

□ *What could be ameliorated on the SIM_ba software?*

There is never a perfect application. But it should be noted that SIM_ba has really come to help but there are a fewcomings short. With the era of patrimonial accounting in which both the State, local entities, decentralized entities and even public establishments are supposed to master their patrimony and produce a report on it through what we call patrimonial accounting that leads to the production of a balance sheet and traces out all the assets and liabilities of a public entity like the council, SIM_ba has not taken that into consideration. So I think SIM_ba will have to be ameliorated in that aspect. Notwithstanding, SIM_ba remains a very important application in local accounting.

INTERVIEW

« C'est sans aucune surprise que nous nous tournons vers ce partenaire de choix qu'est PNDP, pour opérationnaliser les régions-CTD et outiller leurs receveurs ».

Louis Paul Motaze, Ministre des Finances

Monsieur le Ministre, en prélude à l'effectivité des opérations financières dans les Régions-Collectivités Territoriales Décentralisées, vous avez formé vos collaborateurs nommés dans ces unités, à l'utilisation du Progiciel Sim_ba. Pourquoi avoir choisi le PNDP pour dispenser ce savoir ?

Permettez-moi tout d'abord de renouveler mes remerciements à l'endroit du PNDP qui, depuis plus de 10 ans, constitue un partenaire dans l'implémentation de la politique gouvernementale dans le cadre du développement local en général et la mise en place de la décentralisation à travers une assistance technique, matérielle et même financière aux CTD.

A titre de rappel, le PNDP est un programme qui a été mis en place par le Gouvernement du Cameroun avec l'aide de la communauté des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux dans le cadre de la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi du Cameroun, notamment en ce qui concerne l'accompagnement des CTD dans le processus de la Décentralisation.

C'est ainsi qu'à la faveur de la modernisation et de l'automatisation de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat et des CTD en particulier, le logiciel SIM_ba a été homologué par le Ministère des Finances en 2014, et par le Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation en 2016. Cette automatisation dans le traitement des opérations financières et comptables des CTD a permis d'obtenir des résultats visibles en termes d'amélioration de la qualité de l'information comptable et du service rendu à la population.

C'est donc sans surprise aucune que lorsque nous pensons à opérationnaliser les Régions-CTD, à outiller leurs acteurs notamment les Receveurs Régionaux, nous nous tournons naturellement vers ce partenaire de choix en la matière.

Depuis l'adoption de ce progiciel pour la gestion de la comptabilité, son utilisation tend à se généraliser au sein des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD). Qu'est-ce que cet outil apporte à ces gestionnaires ?

En effet, depuis le déploiement et la vulgarisation du progiciel Sim_ba à l'ensemble des 374 communes, nous pouvons relever l'augmentation notoire du nombre de comptes de gestion des communes produits, de 10% avant l'implémentation de Sim_ba à plus de 70% à date. Ce progiciel est un véritable outil d'aide à la prise de décision dans la mesure qu'il permet à l'ordonnateur d'obtenir des informations à temps réel sur l'exécution du budget de la Commune mais aussi les créances et les dettes de la Commune, ce qui est de nature à permettre une planification adéquate du déploiement des activités de la Commune. Au niveau du comptable, puisqu'il s'agit de lui, le progiciel permet de faciliter le traitement des opérations comptables, la production des situations et états de synthèse, favorise le respect des délais et du calendrier comptable, et partant, améliore la qualité des comptes.

En somme, cet outil garantit la qualité de l'information budgétaire et comptable

En quoi l'implémentation de Sim_ba peut-elle impacter l'accélération de la décentralisation ?

La promulgation de la loi n°2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées marque un vrai coup d'accélérateur au processus de décentralisation enclenché depuis plus de 10 ans et dont le point culminant a été la création et la mise en place des Conseils Régionaux et des postes comptables placés auprès desdits conseils.

Dans un tel contexte, et sans revenir sur les avantages ci-dessus évoqués, l'implémentation de SIM_ba permettra

de disposer des informations sur l'effectivité de la fiscalité locale, du produit des impôts de l'Etat affecté aux CTD ainsi que celle de la Dotation Générale de la Décentralisation ; ce qui permettra à terme de garantir une amélioration de la transparence budgétaire et fiscale des communes gage d'un développement participatif et d'amélioration des conditions de vie des populations locales.

Des retours que vous avez reçus, quelle appréciation faites-vous du progiciel Sim_ba ?

L'AIMF, dans le souci de garantir la maîtrise de l'outil de gestion budgétaire et comptable, avait procédé au transfert des sources du logiciel aux Ministères des Finances, et de l'Administration du Territoriale et de la Décentralisation le 09 juin 2017. Cette extension de l'appropriation de la technique SIM_ba permettra sans doute d'être plus flexible en ce qui concerne l'intégration

des nouveaux enjeux en matière de traitement des opérations budgétaires et comptables.

Au regard de l'évolution du contexte juridique et comptable imposés par le processus de réforme comptable dont les enjeux se résument à l'alignement des pratiques internationalement reconnues en la matière, ont été rendus obligatoires et d'application progressive dès janvier 2023 pour les CTD, la bascule en comptabilité patrimoniale, l'arrimage aux mécanismes du budget programme et la certification des comptes de l'Etat et de ses démembrements. L'adaptation du progiciel Sim_ba, dont les prouesses ne sont plus à démontrer, aux nouveaux paradigmes en matière de tenue de la comptabilité et de nomenclature des comptes, devrait donc permettre de garantir, l'atteinte de l'objectif « 100% des comptes de gestion déposés à la Chambre des Comptes de la Cour Suprême » et in fine, la qualité de l'information budgétaire et comptable.

The image is a composite graphic. At the top left is the logo for the Programme National de Développement Participatif (PNDF), which includes the acronym 'PNDF' and a stylized green and yellow arrow. Below the logo is the text 'Programme National de Développement Participatif'. In the center is a portrait of a woman with short dark hair, wearing a pink jacket and a necklace. Overlaid on the bottom half of the image are large, stylized letters 'FID'. Each letter contains a different scene: 'F' shows a boat with orange buoys; 'I' shows a green vehicle; 'D' shows a man in a grey shirt and khaki pants; and the final 'I' shows a close-up of hands holding yellow flowers. To the right of the 'FID' letters is a white banner with the text 'ABONNÉS' and a Facebook 'f' logo. At the bottom of the image, the text 'Thank you!' is written in a white, cursive font. On the right side of the image, there is a small vertical text 'WICLA'.

Adamaoua

Le parc vaccino-gène de Tsouckel Bano prend forme

Tsouckel Bano, commune de Meïganga, département du Mbéré, région de l'Adamaoua s'illustre par le dynamisme de ses éleveurs estimés à 50 professionnels. L'on y recense pas moins de 1500 bovins. Dans l'optique d'améliorer les conditions de vaccination animale de la localité, le PNDP dans le cadre de la mise en œuvre de son volet agropastoral et après diagnostic y a retenu comme priorité la construction d'un parc vaccino-gène. L'infrastructure qui sort progressivement de terre va permettre d'une part, d'améliorer la productivité de l'élevage, la commercialisation des produits dérivés, la qualité de service d'équipement médicaments. D'autre part, elle permettra de pérenniser l'ouvrage par la redynamisation du comité de gestion et réduire le taux de la morbidité du bétail dans



le département du Mbéré. Pour rappel, couvrant les régions de l'Est, de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-nord, le volet Agropastoral

du PNDP est mis en œuvre dans 13 départements et 93 communes du Cameroun sur financement du 11^e FED délégué à la gestion de l'AFD.

Miel de Djohong

Un centre de collecte bientôt opérationnel

L'apiculture fait incontestablement partie des activités phares menées par les habitants de Djohong, dans le département du Mbéré, région de l'Adamaoua. Dans le cadre de la mise en œuvre du volet Agropastoral du PNDP, sur financement de l'Union européenne au Cameroun délégué à la gestion de AFD, les travaux de réhabilitation et d'équipement du Centre de collecte de miel se poursuivent. En partenariat avec la commune, il est question pour le Programme d'améliorer les conditions de travail des

apiculteurs de Djohong par la réhabilitation et l'équipement de l'infrastructure existante pour la collecte de plus de 100 producteurs disposant d'environ 200 ruches chacun dans la localité de Djohong et environ. En bout de chaîne, le projet mis en œuvre par le PNDP va permettre d'améliorer la collecte du miel dans la localité de Djohong ainsi que la qualité, afin d'obtenir un produit de qualité supérieure. Il est aussi question d'améliorer la qualité des équipements et réduire le taux de chômage des jeunes dans la localité.



Centre

Le PCD de Ngog Mapubi fait peau neuve

Le Plan Communal de cette municipalité a été actualisé au cours d'un atelier tenu du 2 au 4 février 2022.

Le PCD est un outil qui ressort les atouts, les potentialités mais aussi les besoins de tous les villages et localités dans une municipalité dans tous les secteurs de la vie économique et sociale. Au bout de cinq ans il doit être actualisé. Grâce à l'appui financier du Programme National du Développement Participatif (PNDP) et l'accompagnement technique de l'Organisme d'Appui Local (OAL) ASAFRO, la commune de Ngog Mapubi (département du Nyong-et-Kelle, région du Centre) s'est dotée d'un PCD actualisé. Du 2 au 4 février 2022, les parties prenantes constituées des responsables communaux et conseillers municipaux, du responsable régional chargé de la formation et du développement des capacités au PNDP Centre, des représentants

des sectoriels, des présidents des comités de concertation et des chefs traditionnels... ont deux jours durant procédé tour à tour à l'examen du diagnostic institutionnel communal, du diagnostic de l'espace urbain communal, du diagnostic participatif au niveau des différents villages et la consolidation de l'ensemble des informations collectées. Cette assise a permis aux participants de planifier, mobiliser les ressources et programmer conformément au budget programme pour le déroulement effectif de la vision de développement communal. Au bout des travaux, c'est un document validé par tous qui devra passer par le vote des conseillers municipaux et l'approbation de l'autorité de tutelle (préfet) avant sa mise en œuvre effective.



A New Revenue Niche For The Ntui Council

The Ntui shopping center in (Mbam-et-Kim, Center region) has been enriched with 2 blocks of ten shops each, a block of latrines with four (04) cabins and a waste treatment unit. The provisional reception of

the said achievements took place on Thursday, January 06, 2022 in the presence of Mayor Georges Marcel Mandoh and the Infrastructure Assistant at the Regional Unit of the PNDP-Centre, Donald Guimgo. These achievements are the result

of the concerted efforts of the PNDP with IDA III funding and that of the Ntui council. The newly built shops are a concrete response to the diversification of the municipality's own recipes.

Les travaux de construction du nouveau marché de Makak lancés

Le projet financé à 85% par le PNDP et à 15% par la mairie devra durer cinq mois. Il faut rappeler que le financement du Programme dans le cadre de ce projet est une subvention, c'est-à-dire non remboursable. La livraison des travaux constitués de 05 blocs

dont deux jumelés de huit et six boutiques, deux linéaires de six et cinq boutiques, et un de quatre latrines à huit compartiments plus une unité de traitement de déchets ménagers est prévue pour le mois d'août 2022.



West

Education, Water And Electricity Remain Essential in Babadjou

On Monday January 17, 2022, the Regional Coordinator of the PNDP-west Boniface Megouo and the Mayor of the Babadjou council, in the Bamboutos division, Gisèle TSANGUE signed a financing agreement for micro-projects in Babadjou for 2022 financial year. Amounting at about 65,705,412 FCFA, mainly supported by the PNDP (technical and financial partner of the municipalities of Cameroon). The agreement made up of three micro-projects will allow the supply of 290 tables-benches with three seats each for public schools in the Babadjou council (MICRO PROJECT 1), to rehabilitate and secure the Ndomagoh drinking water source in Toumaka (MICRO PROJECT 2) and to carry out MV/LV (medium voltage/low voltage) rural electrification works single-phase in the locality of Djinpang with a 25 Kva transformer (MICRO PROJECT 3). The agreement thus signed follows the prior identification of the said projects in the Council Development Plan CDP, followed by approbation by the municipal council of the Babadjou council.



Nord

L'élaboration du PTD du Faro se poursuit

A l'exemple du PCD à l'échelle communale, le PTD en cours d'élaboration dans douze des treize départements de mise en œuvre du volet Agropastoral du PNDP sera l'outil phare sur la base duquel seront mis en œuvre les projets prioritaires permettant le développement des filières agropastorales (élevage et agriculture) et le désenclavement des bassins de production.

Dans le département du Faro (Commune de Béka et commune de Poli), région du Nord, l'hôtel de ville de Poli a servi de cadre aux travaux de la session du Conseil Syndical Elargi aux Sectoriels (COSES) du syndicat des communes du Faro (SYNCOFARO), le 09 février dernier. L'objectif étant de procéder à la validation du Rapport du Diagnostic Consolidé (RDC) et de Planification territoriale du Faro. Les



travaux supervisés par l'équipe de formation de la Cellule Nationale de Coordination du Programme, étaient conduits par Isaac Ekeme.

Pour rappel, couvrant les régions de l'Est, de l'Adamaoua, du Nord et de

l'Extrême-Nord, le volet Agropastoral du PNDP est mis en œuvre dans 13 départements et 93 communes du Cameroun sur financement du 11^e FED délégué à la gestion de l'AFD.

North- West

Milestone Of Hope For Baligham And Sop

The Regional Coordination office for PNDP in the North-west region witnesses two signing ceremonies. First on the 7th of January for the signature of a micro-project convention with the Santa council for the construction of the Baligham market in the Santa council area and followed by the signing of micro-project convention between PNDP-NW and the Ndu council for the equipping of a maternity ward at Sop Health center in Ndu council area. The ceremonies which took place in the presence of the Regional Coordinator for the North-west Mr Rene Bertrand Nguoko and a host of collaborators from the mayor' collaborators of both councils was applauded as this projects come to meet the need of the people as per Council Development Plans. These projects, which benefit from C2D3 funding are two amongst many more to come.



Est

Le lycée de guiwa-yangamo mieux loti



C'est soulagé que le maire Michel Mada, de la commune de Ngoura, département du Lom-et-Djerem, région de l'Est a procédé le lundi 17 janvier 2022 à la réception d'un bloc de deux salles de classe plus un bloc administratif et toilettes nouvellement construits et entièrement équipés par le PNDP sur financement du Guichet réfugiés, IDA18. La nouvelle infrastructure vient ainsi améliorer la capacité d'accueil de cet établissement scolaire sur lequel s'exerce une très forte pression liée à l'afflux des réfugiés et quelques déplacés internes vivant à Guiwa-Yangamo.

Volet Agropastoral

Le Mayo-Louti met en œuvre sa planification territoriale

En février dernier, l'hôtel de ville de Guider a accueilli les parties prenantes impliquées dans le processus d'élaboration du Plan territorial de développement de ce département. L'objectif étant d'explorer les ressources pouvant permettre la mise en œuvre des projets identifiés par les diagnostics.



Comment financer les idées de projets recensées pendant le diagnostic des filières agropastorales (DIAFI) dans le Mayo-Louti ? slide par slide et ligne par ligne, les représentants du syndicat des communes de ce département du Nord (Guider, Figuil et Mayo-Oulo), ceux des administrations sectorielles (délégués départementaux de la décentralisation et du développement local, de l'élevage, des pêches, de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire), les conseillers municipaux,

les responsables du bureau d'études chargé de l'élaboration du plan territorial de développement (SADER), les représentants des organisations paysannes et les responsables planificateurs du programme ont recherché les voies et moyens qui pourraient permettre de mettre en œuvre les projets susceptibles d'être réalisés dans le cadre du volet agropastoral du PNDP.

Cet exercice qui fait partie intégrante du processus d'élaboration du PTD intervient suite au diagnostic institutionnel de l'Organe de gestion

(DIO) et celui de l'Espace Territorial d'Intervention (DETI - thématiques sociodémographique, Naturel humains et économique du territoire concerné) déjà réalisés. Le but étant de trouver les moyens de financer les projets liés au désenclavement des zones d'intervention prioritaires à travers la mise en place des infrastructures structurantes et l'appui des filières agropastorales à travers la réalisation d'investissements à la demande des professions agricoles et des communes concernées. ■



Réactions



Pierre Emmanuel Nwachock, superviseur technique de groupement SADER

« Nous avons élaboré trois diagnostics »

Nous sommes en train d'élaborer le Plan territorial de développement volet agropastoral du syndicat des communes du Mayo-Louti. Jusqu'ici, nous avons déjà élaboré trois diagnostics. Le Diagnostic institutionnel de l'organe de gestion (DIO), le Diagnostic de l'espace territorial d'intervention (DETI - thématiques sociodémographique, naturel, humain et économique du territoire concerné) et le Diagnostic des filières agropastorales (DIAFA). Il ressort que les filières maïs, oignons et bovines sont très représentatives dans ce département.



Djabare Mohamadou, Président du GIC des éleveurs Barka-Dourgol de Figuil

« Je suis heureux pour nos projets »

Notre GIC est constitué de 15 éleveurs pour 40 têtes de bœuf au total. Ce jour à Guider je représente les organisations paysannes de la commune de Figuil. Notre séjour ici consiste à travailler sur la programmation des investissements dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage. Je suis heureux du fait que plusieurs projets pourraient figurer parmi ceux-là qui seront réalisés. Notamment les routes, la réalisation de quatre points d'eau pour l'élevage, les parcs vaccino-gènes.



INTERVIEW

« Cette planification territoriale fédère les communes ».

Isaac Ekeme,
Chef cellule de formation et développement des capacités au PNDP

□ Du 9 au 15 février dernier, plusieurs équipes du Programme ont sillonné les régions de l'Est, de l'Adamaoua, le Nord et de l'Extrême-nord à l'effet de poursuivre le processus de planification territoriale auprès de certains syndicats des communes. Quels résultats en découlent-ils ?

Merci pour l'opportunité qui m'est offerte pour faire état du processus d'élaboration des 12 Plans territoriaux de Développement (PTD) restants dans le cadre du volet agropastoral du PNDP. Tout d'abord, compte tenu des innovations apportées par cette nouvelle méthodologie de planification, il était important qu'un appui technique soit apporté aux cabinets chargés d'accompagner les syndicats des communes porteurs de cette opération. Cette planification territoriale qui fédère les communes d'un département autour d'un diagnostic des filières porteuses dans leurs bassins de production, conduit à une planification et une programmation d'actions et activités qui seront mises en œuvre dans le territoire en vue de booster la compétitivité des filières porteuses, suivant deux axes principaux qui sont : (i) le désenclavement des bassins de production ; (ii) l'appui aux maillons faibles des chaînes de valeurs par le financement de projets pertinents portés par des Organisations de producteurs et donc les effets multiplicateurs auraient un impact plus important sur la filière au niveau du territoire. La mission du 09 au 15 février a eu pour résultat principal, l'appui à la finalisation des 12 PTD en cours d'élaboration.

□ Il est envisagé des conférences des bailleurs dans les départements de mise en œuvre du volet agropastoral du PNDP. Quels sont les objectifs d'une telle initiative ?

Ce document nouveau devra se vendre au niveau local et national. Une fois produit, il faudra le faire connaître de

la communauté nationale et internationale des guichets susceptibles d'apporter des concours financiers en vue de la mise en œuvre ou de la poursuite de ces initiatives engagées à travers les fonds du FED. Cette conférence permettra de renforcer les partenariats publics privés au niveau local, mais aussi de voir l'encrage de ces opérations dans le développement local, se situant à un niveau méso entre la commune et la Région avec une forte intercommunalité. Ces interventions qui s'inscrivent dans le champ du développement économique des territoires devront se positionner comme un outil important de prospective, mais aussi de programmation des investissements à caractère économique, permettant comme il est stipulé au paragraphe 352 de la SND 30, « de faciliter, grâce à son rôle dans la commercialisation des produits du cru, l'implantation plus facile d'unités de première transformation des produits agricoles près des lieux de production ». Pour le niveau de conduite de ces conférences des bailleurs, la Région pourrait aussi être un site approprié.

□ Etant donné les délais qui urgent, à quand le démarrage des chantiers de désenclavement des bassins de production ?

Les chantiers aussi bien de désenclavement des bassins de production que de projets d'appui aux filières agropastorales sont maturés et actuellement en plein processus de qualification et sélection des prestataires en vue de leur réalisation rapide. La Cellule de passation des marchés du PNDP est à pied d'œuvre pour diligenter la sélection des prestataires les mieux à même de réaliser ces ouvrages dans les meilleurs délais, en vue d'une mise en service rapide avant la prochaine grande saison des pluies.

« LE PNDP CONTRIBUE AU DÉVELOPPEMENT LOCAL À TRAVERS »

